

TUNISIE



BULLETIN DE CONJONCTURE ECONOMIQUE

Une énergie renouvelée
pour l'économie

Printemps 2024



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Tunisie Bulletin de Conjoncture Économique

Une énergie renouvelée pour l'économie

Printemps 2024



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2024 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photos de couverture utilisées avec la permission de Proxima Studio/Shutterstock (haut), RenataP/Shutterstock (centre gauche), Hichem kaouane/Shutterstock (centre droit), et Alex Vog/Shutterstock (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|------|
| Remerciements | v |
| Liste des Abréviations et Acronymes | vii |
| Résumé exécutif | ix |
| Executive Summary | xiii |
| موجز تنفيذي | xvii |

Partie A : développements économiques récents 1

| | |
|--|----|
| 1. La reprise économique — déjà modeste — de la Tunisie s’est arrêtée brutalement en 2023 dans un contexte de grave sécheresse, de conditions de financement serrées et de lenteur des réformes. | 1 |
| 2. Le ralentissement de la croissance amplifie les défis auxquels la Tunisie est confrontée pour couvrir ses besoins en financements extérieurs importants malgré l’amélioration de la balance courant | 3 |
| 3. La dépendance croissante de la Tunisie à l’égard des sources intérieures pour combler le déficit de financement extérieur suscite des inquiétudes quant à la stabilité du dinar et des prix. | 5 |
| 4. Le rôle croissant du financement intérieur de la dette publique accroît la pression sur le système bancaire national | 7 |
| 5. Les pénuries de produits de base persistent dans un contexte de compression des importations et de baisse de la production agricole | 9 |
| 6. L’inflation s’est atténuée par rapport aux niveaux records du début 2023, mais elle reste élevée, en particulier dans le secteur alimentaire. | 10 |
| 7. Le budget continue d’être sous pression car la faible croissance affecte les recettes fiscales. | 12 |
| 8. Nous prévoyons un rebond modéré de la croissance en 2024–25 en supposant que les conditions de sécheresse s’atténuent, mais les perspectives économiques restent incertaines. | 13 |

Partie B : Accélérer la transition énergétique vers les énergies renouvelables 17

| | |
|------------------|----|
| Résumé | 17 |
|------------------|----|

Liste des figures

| | | |
|----------|---|---|
| Figure 1 | La reprise économique insaisissable de la Tunisie. | 2 |
| Figure 2 | La reprise économique de la Tunisie a été lente par rapport aux pays de la région | 2 |
| Figure 3 | La valeur ajoutée dans le secteur agricole a fortement diminué en 2023 | 3 |
| Figure 4 | L’agriculture est à l’origine du ralentissement de la croissance en 2023 | 3 |

| | | |
|-----------|---|----|
| Figure 5 | Participation au marché du travail en baisse, chômage en hausse | 4 |
| Figure 6 | La Tunisie a connu des pertes nettes d'emplois en 2023, en particulier chez les femmes | 4 |
| Figure 7 | Les industries mécaniques expliquent la réduction du déficit commercial en 2023 | 4 |
| Figure 8 | Les principales exportations tunisiennes ont bénéficié de hausses de prix en 2023 | 4 |
| Figure 9 | Le déficit commercial ainsi que les recettes touristiques ont contribué à réduire le déficit du compte courant | 6 |
| Figure 10 | Avec la faiblesse des flux d'IDE et de portefeuille, la Tunisie s'est appuyée sur les emprunts souverains pour couvrir ses besoins extérieurs | 6 |
| Figure 11 | Réserves en hausse, Dinar stable | 7 |
| Figure 12 | L'important potentiel de pertes de réserves en 2024 | 7 |
| Figure 13 | Le déclin rapide des marchés de capitaux privés dans le financement par emprunt de la Tunisie | 8 |
| Figure 14 | La Tunisie s'appuie de plus en plus sur le financement intérieur de la dette | 8 |
| Figure 15 | La part des créances publiques nettes dans le total des crédits continue d'augmenter à mesure que la croissance du crédit faiblit | 9 |
| Figure 16 | Les importations de blé dur n'ont pas suffisamment augmenté pour compenser la baisse de la production nationale | 10 |
| Figure 17 | L'inflation a commencé à baisser en 2023 mais elle demeure élevée | 12 |
| Figure 18 | Les bénéfiques sont à l'origine de la récente hausse de l'inflation | 12 |
| Figure 19 | Les recettes fiscales ont sous-performé en 2023 | 13 |
| Figure 20 | L'évolution contrastée des deux dépenses : subventions versus dépenses en capital | 13 |
| Figure 21 | L'énergie représente une part de plus en plus dominante du déficit commercial | 18 |
| Figure 22 | L'avantage coût des énergies renouvelables pour la production d'électricité | 20 |
| Figure 23 | Croissance projetée des énergies renouvelables en capacité installée | 22 |
| Figure 24 | ... et dans la production d'électricité | 22 |
| Figure 25 | La transition vers les énergies renouvelables devrait générer d'importants gains économiques | 22 |

Liste des encadrés

| | | |
|-----------|--|----|
| Encadré 1 | La nouvelle facilité de financement de la Banque centrale et ses éventuels risques macro-budgétaires | 8 |
| Encadré 2 | Scénarios CCDDR Tunisie pour les simulations du système électrique | 21 |

Liste des tables

| | | |
|-----------|--|----|
| Tableau 1 | Principaux indicateurs macroéconomiques, 2020-2026 | 15 |
|-----------|--|----|

REMERCIEMENTS

Le bulletin de conjoncture économique rend compte des principales évolutions et politiques économiques récentes en Tunisie à la lumière des défis plus larges du développement du pays. Le rapport s'adresse à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprise, aux acteurs des marchés financiers et à la communauté des analystes et professionnels travaillant en/sur la Tunisie. Le Bulletin de conjoncture pour la Tunisie est le fruit du travail de la section Afrique du Nord et Moyen-Orient du pôle d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale.

Chaque numéro comprend une section sur les développements économiques récents et une discussion sur les perspectives économiques, suivie d'une section spéciale s'appuyant sur les analyses récentes de la Banque mondiale sur la Tunisie. Le rapport a été initialement publié en anglais sous le titre «Renewed energy to the economy» et a été publié pour la première fois en 2024. En cas de divergence, la version originale en langue anglaise prévaut.

Ce numéro a été préparé par une équipe dirigée par Massimiliano Cali (Économiste Senior, MTI) et Mohamed Habib Zitouna (Consultant, MTI). L'équipe comprend également: Riadh Ammari (Spécialiste en communications, External Affairs), Asma

Bouraoui Khouja (Officier des opérations senior, Bureau Tunisie) et Fatma Marrakchi Charfi (Consultante, MTI); et pour la partie B, Amira Klibi (Spécialiste senior en énergie, Energy) and Moez Cherif (Économiste principale énergie, Infrastructure). Ce numéro a été préparé sous la direction de Jesko Hentschel (Directeur pays, MNC01), Eric Le Borgne (Responsable de pôle, MTI), Alexandre Arrobbio (Représentant résident, Tunisie) et Abdoulaye Sy (Chef du Programme, EFI), avec le soutien administrative par Jawhar Abidi (Consultant, MTI).

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les points de vue des membres du Conseil d'administration de la Banque Mondiale ou des pays qu'ils représentent. Pour des informations sur la Banque mondiale et ses activités en Tunisie, veuillez visiter le site : <https://www.worldbank.org/en/country/tunisia> (anglais) ou <https://www.albankaldawli.org/ar/country/tunisia> (Arabe).

Pour toute question ou observation sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Massimiliano Cali (mcali@worldbank.org) ou Eric Le Borgne (eleborgne@worldbank.org). La date limite pour la prise en compte des données et la préparation des prévisions est le 5 avril 2024.

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

| | | | |
|------|--|------|---|
| PIB | Produit Intérieur Brut | IPC | Indice des Prix à la Consommation |
| DCC | Déficit du compte courant | TVA | Taxe sur la Valeur Ajoutée |
| IDE | Investissement Direct Étranger | UGTT | Union Générale Tunisienne du Travail |
| EP | Sociétés d'État ou Entreprises publiques | OCDE | Organisation de Coopération et de Développement Économiques |
| CCDR | Rapport sur le développement et le changement climatique | INS | Institut National de la Statistique |
| EU | États-Unis | Mtep | Millions de tonnes équivalent pétrole |
| OdC | Office des Céréales | MW | mégawatt |
| DT | Dinar Tunisien | GW | gigawatt |
| FMI | Fonds Monétaire International | TEP | Tonnes d'Équivalent Pétrole |
| BCT | Banque Centrale de Tunisie | PDDS | Programmation Dynamique Dual Stochastique |
| STEG | Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz | PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| STIR | Société tunisienne des industries de raffinage | BAU | Business as Usual |

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La reprise économique – déjà limitée – de la Tunisie s’est fortement ralentie en 2023 dans un contexte de sécheresse sévère, de conditions de financement strictes et d’un rythme de réformes peu soutenu.

La reprise économique – déjà limitée – de la Tunisie s’est ralentie en 2023, dans un contexte de grave sécheresse, de conditions de financement strictes et un avancement peu soutenu de la mise en œuvre des réformes. Avec ce ralentissement, l’économie tunisienne en 2023 était encore en dessous de son niveau d’avant Covid, marquant l’une des reprises les plus lentes de la région du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord. L’agriculture a été le principal frein à la croissance économique en 2023, avec un déclin de 11 pour cent alors que la sécheresse a contraint le gouvernement à introduire des restrictions à l’irrigation. Ce contexte met en évidence l’urgence pour la Tunisie de s’adapter au changement climatique. Par ailleurs, la faiblesse de la demande intérieure et l’assainissement budgétaire, semblent avoir contribué à aggraver les pertes liées à la sécheresse. En effet, le déclin des secteurs de la construction et du commerce semble avoir annulé une partie des gains réalisés sur les marchés d’exportation, en particulier dans le tourisme. Le ralentissement de la croissance – en particulier dans les secteurs à forte intensité de

main-d’œuvre – s’est traduit par une hausse du chômage et une baisse du taux de participation au marché du travail.

Le ralentissement de la croissance amplifie les défis auxquels la Tunisie est confrontée pour couvrir ses besoins de financement extérieur, qui demeurent importants malgré une amélioration du solde de la balance courante.

Stimulé par l’évolution favorable des prix internationaux, le déficit commercial de la Tunisie s’est amélioré en 2023, passant à 10,8 pour cent du PIB contre 17,5 pour cent en 2022. Alors que sur la même période, le déficit énergétique s’est creusé malgré des prix plus favorables, continuant de représenter l’essentiel du déficit commercial. L’amélioration du déficit commercial ainsi que le rebond des exportations touristiques ont réduit le déficit du compte courant (DCC) en 2023. Même si la baisse du DCC atténue la pression sur les besoins de financement extérieur, ceux-ci restent importants, notamment en raison de l’importance du service de la dette. La Tunisie continue de dépendre des prêts souverains pour financer ses besoins extérieurs, car elle ne peut accéder aux marchés de capitaux internationaux sachant que les investissements directs étrangers (IDE) et les flux de

portefeuille demeurent limités. Ces entrées limitées de capitaux sont en cohérence avec le degré élevé de contrôle des sorties de capitaux, que le gouvernement prévoit actuellement de réviser.

La dépendance croissante de la Tunisie à l'égard des sources de financement intérieures pour combler le déficit de financement extérieur pourrait exercer une pression sur la valeur du dinar, sur les prix et sur le système bancaire national.

Face à la diminution des financements extérieurs, le gouvernement s'est tourné principalement vers le financement monétaire pour couvrir les besoins extérieurs, en utilisant les réserves de change de la Banque Centrale. Même si le dinar et les réserves de change ont jusqu'à présent fait preuve de résilience, le recours continu au financement monétaire pour répondre aux besoins extérieurs pourrait avoir des effets négatifs sur la stabilité de la monnaie et des prix.

Le remboursement des dernières euro-obligations a consolidé la récente hausse des prix des obligations tunisiennes, qui reflète la perception d'un risque réduit de défaut sur la dette extérieure publique envers les marchés privés. Le tarissement des sources de financement externes ainsi que l'augmentation de la dette publique ont amené les autorités à plus solliciter le système bancaire national (en conjonction avec la politique monétaire) dans le financement de la dette. Alors que, le recours soutenu aux financements locaux pour financer la dette publique continue d'évincer les crédits à l'économie.

Les pénuries de certains produits de base persistent dans un contexte de compression des importations et de baisse de la production agricole

Alors que les conditions de financement extérieur restent serrées, les importations continuent d'être comprimées, en particulier pour les produits importés par des entreprises publiques (EP) de plus en

plus endettées. Cette compression des importations, conjuguée à la baisse de la production agricole nationale, s'est traduite par des pénuries prolongées de certains produits de base, tels que la farine, les produits laitiers, le sucre, le riz et le café.

L'inflation s'est atténuée par rapport aux niveaux records du début 2023, mais elle demeure élevée, en particulier dans le secteur alimentaire.

L'inflation a commencé à ralentir depuis les sommets atteints en février 2023, en raison de la baisse des prix mondiaux et une demande intérieure limitée. L'inflation est désormais inférieure au taux d'intérêt nominal pour la première fois depuis juillet 2021. Cependant, l'inflation reste élevée, en particulier dans le secteur alimentaire, car la sécheresse et la compression des importations ont réduit l'offre sur les marchés alimentaires intérieurs. Les récentes mesures gouvernementales visant à contenir les prix des produits alimentaires se sont concentrées sur la lutte contre la monopolisation et le renforcement du contrôle des prix, mais l'inflation des produits alimentaires reste élevée. Une nouvelle analyse par la Banque Mondiale montre que l'essentiel du récent épisode d'inflation est dû à la hausse des bénéfices et des prix des importations, soulignant le rôle important de la concurrence et de la politique commerciale dans la lutte contre l'inflation.

Le budget reste sous pression car la faible croissance affecte les recettes fiscales

Le déficit budgétaire est resté stable en 2023 (6,7 pour cent du PIB) suite à une augmentation des recettes fiscales plus modeste que prévu, entraînée par le ralentissement de la croissance économique et l'évolution modérée des dépenses publiques. Cette dernière est la résultante de la hausse des transferts et des paiements d'intérêts, mais qui est atténuée par une croissance relativement contenue de la masse salariale et par une stagnation des dépenses d'invest-



tissement. Inverser la baisse des dépenses publiques d'investissement en réorientant les dépenses récurrentes moins productives reste essentiel pour relancer la croissance économique.

Nous prévoyons un rebond modéré de la croissance en 2024-26, en supposant que les conditions de sécheresse s'atténuent, mais les perspectives économiques restent incertaines.

Après le ralentissement significatif de 2023, nous prévoyons un rebond modéré de l'économie avec un taux de croissance de 2,4 pour cent en 2024 et de 2,3 pour cent en 2025-26. Ces prévisions de croissance sont soumises à des risques baissiers importants liés aux conditions de financement extérieur, à l'évolution de la sécheresse et au rythme des réformes budgétaires et pro-concurrentielles. Les finances publiques et l'équilibre extérieur de la Tunisie resteront précaires en l'absence de financement extérieur suffisant. Le financement des déficits nécessitera une augmentation significative du financement extérieur face au lourd calendrier de remboursement de la dette. Si le rythme de mise en œuvre des réformes et le niveau de financement sont suffisants, nous prévoyons un maintien de la croissance à moyen terme ainsi qu'une certaine stabilisation des déséquilibres macroéconomiques et budgétaires.

Accélérer la transition du secteur électrique vers les énergies renouvelables pourrait aider à relever les défis macro-budgétaires de la Tunisie et à stimuler l'économie.

Au fur et à mesure que les défis macro-budgétaires de la Tunisie s'accroissent, l'objectif du gouvernement de produire 35 pour cent d'énergie à partir de sources d'énergie renouvelable d'ici 2030 devient encore plus important. Le pays est devenu plus dépendant des importations de combustibles fossiles, ce qui compromet la viabilité du compte courant. À terme, si la

dépendance aux combustibles fossiles se poursuit, le déficit du compte courant de la Tunisie et les conditions de financement pourraient limiter sa capacité à importer l'énergie dont elle a besoin pour répondre à la demande croissante, étouffant ainsi l'activité économique. Cette dépendance aux combustibles fossiles pèse également lourdement sur l'équilibre budgétaire étant donné les coûts élevés de la production d'énergie fossile. En augmentant la demande d'énergie, le réchauffement climatique exacerbe les défis de la dépendance énergétique et compromet la sécurité de l'approvisionnement énergétique.

En fait, le secteur énergétique tunisien pourrait ne plus dépendre des combustibles fossiles car le pays dispose d'un riche potentiel d'énergies renouvelables inexploité. Les énergies renouvelables pourraient réduire considérablement le coût de la production d'électricité, en particulier dans le contexte de prix internationaux de l'énergie élevés et volatils. L'exploitation du potentiel d'énergies renouvelables de la Tunisie est encore plus importante à la lumière du développement en cours de la connexion électrique entre la Tunisie et l'Italie. Le récent Rapport sur le Climat et le Développement en Tunisie (CCDR) de la Banque mondiale montre que la production d'énergie renouvelable devrait jouer un rôle dominant dans la production d'électricité en Tunisie, car il s'agit de la source d'énergie la moins coûteuse. Les avantages de l'expansion de la production d'énergies renouvelables s'étendraient à l'ensemble de l'économie, avec des gains significatifs en termes de croissance économique dès 2030.

Le CCDR estime que d'importants investissements seront nécessaires pour permettre cette transition énergétique verte (environ 27 à 35 milliards de dollars américains d'ici 2050). La majeure partie de ces investissements pourrait être couverte par le secteur privé étant donné l'avantage significatif en termes de coûts par rapport aux combustibles fossiles en Tunisie. Cependant, un cadre réglementaire adéquat devrait être mis en place pour favoriser de tels investissements. Le renforcement du cadre réglementaire accélérerait également l'ambitieux programme de développement des énergies renouvelables de la Tunisie, ce qui rapprocherait le pays de son objectif de 2030 en matière d'énergies renouvelables.

EXECUTIVE SUMMARY

Tunisia's already modest economic recovery came to an abrupt halt in 2023 amidst a severe drought, tight financing conditions, and a modest pace of reform

Tunisia's already modest economic recovery almost halted in 2023, amidst a severe drought, tight financing conditions and the modest pace of implementing reforms. With this slowdown, the Tunisian economy in 2023 was still below its pre-Covid level, marking one of the slowest recoveries in the Middle East and North African region. Agriculture was the main driver of the 2023 economic slowdown, declining by 11 percent as the drought forced the government to introduce irrigation restrictions. This highlights the urgency for Tunisia to adapt to climate change. The weak domestic demand and the fiscal consolidation appear to have added to the drought-related losses, with the declines in construction and commerce sectors offsetting some of the gains from export markets, particularly tourism. The growth slowdown—especially in labor-intensive sectors—translated into higher unemployment and lower labor force participation.

The growth slowdown amplifies the challenges Tunisia faces in covering its significant external financing needs despite an improving external balance

Boosted by favorable changes in international prices, Tunisia's merchandise trade deficit improved in 2023, declining to 10.8 percent of GDP from 17.5 percent in 2022. At the same time, the energy deficit widened despite more favorable prices, continuing to account for the bulk of the merchandise trade deficit. The narrowing trade deficit along with the rebounding of tourism exports lowered the current account deficit (CAD) in 2023. While the lower CAD eases the pressure on external financing needs, these remain significant, especially due to the burdensome debt service. Tunisia continues to depend on sovereign lending to finance its external needs, as it cannot access international capital markets, and Foreign Direct Investment (FDI) and portfolio flows remain limited. These limited capital inflows are consistent with a high degree of controls on capital outflows, which the government is currently planning to revise.

Tunisia's increasing reliance on domestic sources to fill the external financing gap may put pressure on the Dinar, on prices, and on the domestic banking system

With declining external financing, the government has turned increasingly to monetary financing to cover external needs, notably through the use of foreign reserves from the Central Bank. While both the Dinar and foreign reserves have proven resilient so far, the continued use of monetary financing of the external needs could have adverse impacts on currency and price stability.

The reimbursement of the latest Eurobonds consolidated the recent hike in Tunisia's bond prices, which reflects the perceived reduced risk of default on public external debt to private markets in the short term. The drying up of external financing sources along with the rising public debt have resulted in the growing role of the domestic banking system (along with monetary policy) for debt financing. At the same time the sustained use of local funding to finance the public debt continues to crowd out credit to the economy.

Shortages of basic products persist amidst import compression and declining agricultural production

As external financing conditions remain tight, imports continue to be compressed particularly for those products imported by increasingly indebted state-owned enterprises (SOEs). This import compression along with the drop in domestic agriculture production translated into protracted shortages of some basic products, such as flour, dairy products, sugar, rice, and coffee.

Inflation moderated from the record levels of early 2023 but it remains elevated, particularly for food

Inflation started to moderate since the peaks of February 2023 on the back of lower global prices

and weak domestic demand. Inflation is now lower than the nominal interest rate for the first time since July 2021. However, inflation is still high, particularly for food, as the drought and import compression reduced the supply in domestic food markets. The recent government measures to contain food prices focused on hoarding behavior and enhancing price controls but food inflation remains elevated. New analysis shows that most of the recent inflation episode is driven by rising profits and import prices, pointing to the important role of competition and trade policy to fight inflation.

The budget continues to be under pressure as the low growth affects tax revenues

The budget deficit was stable in 2023 (6.7 percent of GDP) following a more modest increase in tax revenues than expected, dragged by the slowdown in economic growth, and the moderate increase of public expenditures. The latter was the product of rising transfers and interest payment, moderated by relatively contained wage bill growth and stalled capital expenditures. Reversing the decline in public capital expenditures by re-orienting less productive recurrent expenditures continues to be key to revive economic growth.

We expect a moderate growth rebound in 2024-25 assuming drought conditions ease, but economic prospects remain uncertain

After the significant slowdown in 2023, we expect a moderate rebound of the economy with a 2.4 percent growth rate in 2024, and a 2.3 percent growth in 2025-26. These growth forecasts are subject to significant downside risks related to the external financing conditions, the evolution of the drought and the pace of fiscal and pro-competition reforms. Tunisia's public finance and external account will remain precarious in the absence of sufficient external financing. The financing of the deficits will require a significant

scale-up of the external financing in the face of the heavy debt reimbursement schedule. If the pace of reforms and the level of financing remain sufficient, we project growth to be maintained over the medium run along with some stabilization of the macro and fiscal imbalances.

Accelerating the transition of the power sector to renewable energy could help address Tunisia's macro-fiscal challenges and boost the economy

As Tunisia's macro-fiscal challenges deepen, the government's target of generating 35 percent of energy from renewable sources by 2030 becomes even more important. The country has grown more dependent on fossil fuel imports, which undermine the sustainability of the current account. Eventually, if this dependence were to continue, Tunisia's current account deficit and financing conditions may limit its ability to import the energy it needs to meet its growing demand, thus stifling economic activity. This dependence on fossil fuels weighs heavily also on the fiscal balance given the high costs of fossil energy generation. By increasing the demand for energy, global warming is exacerbating the challenges of energy dependence and undermining the security of energy supply.

In fact, Tunisia's energy sector does not have to depend on fossil fuels as the country has a rich untapped renewable energy potential. Renewable energy could significantly reduce the cost of electricity production especially in the context of high and volatile international energy prices. Exploiting Tunisia's renewable energy potential is even more important in light of the ongoing development of the electric connection between Tunisia and Italy. The recent World Bank's Tunisia Climate Change and Development Report (CCDR) shows that renewable energy generation is projected to play a dominant role in power generation in Tunisia as it is the least cost energy source. The benefits of expanding renewable energy production would extend to the whole of economy, with significant gains in terms of economic growth already by 2030.

The CCDR estimates large investment needs to enable this green energy transition (around US\$ 27–35 billion by 2050). The bulk of these investments are expected to be covered by the private sector given the significant cost advantage of renewables over fossil fuel in Tunisia. However, an adequate regulatory framework should be in place to favor such investments. Strengthening the regulatory framework would also accelerate Tunisia's ambitious renewable energy development program, which would move the country closer to its 2030 renewable target.

موجز تنفيذي

تعثر الانتعاش الاقتصادي المتواضع في تونس بشكل مفاجئ في عام 2023 وسط جفاف شديد، ظروف تمويل ضيقة ووتيرة منخفضة من الإصلاحات

كاد الانتعاش الاقتصادي المتواضع في تونس أن يتوقف في عام 2023، وسط جفاف شديد، وظروف تمويل ضيقة، ووتيرة منخفضة لتنفيذ الإصلاحات. أدى هذا التباطؤ إلى جعل الاقتصاد التونسي في عام 2023 أقل من مستواه قبل جائحة كوفيد، مسجلا واحدا من أبطأ حالات الانتعاش في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا. وانخفض نمو القطاع الفلاحي، وهو السبب الرئيسي لهذا التباطؤ الاقتصادي في عام 2023، بنسبة 11 في المائة، مما أجبر الحكومة على فرض قيود على الري، وهو ما يؤكد على الحاجة الملحة لتونس للتكيف مع تغير المناخ. كما أن ضعف الطلب المحلي وضبط الأوضاع المالية العامة قد أديا إلى زيادة الخسائر المتصلة بالجفاف، حيث أضر الانخفاض في قطاعي البناء والتجارة ببعض المكاسب التي تحققت من أسواق التصدير، لا سيما السياحة. وقد ترجم تباطؤ النمو - وخاصة في القطاعات كثيفة العمال - إلى ارتفاع معدلات البطالة وانخفاض نسبة المشاركة في سوق الشغل.

يضاعف تباطؤ النمو من التحديات التي تواجهها تونس في تغطية احتياجاتها الكبيرة من التمويل الخارجي على الرغم من تحسن التوازنات الخارجية

تحسن العجز التجاري في تونس في عام 2023، وذلك بفضل التغيرات المناسبة للأسعار الدولية، حيث انخفض إلى 10.8 في المائة من إجمالي الناتج المحلي من 17.5 في المائة في عام 2022. وفي الوقت نفسه، اتسع العجز في الطاقى على الرغم من التطور الملائم للأسعار، وظل يمثل الجزء الأكبر من العجز التجاري. أدى تحسن العجز التجاري،

إلى جانب انتعاش الصادرات السياحية، إلى خفض عجز الحساب الجاري في عام 2023. في حين أن انخفاض الدولار يخفف الضغط على احتياجات التمويل الخارجي الكبيرة، خاصة بسبب خدمة الديون الثقيلة. لا تزال تونس تعتمد على الإقراض السيادي لتمويل احتياجاتها الخارجية، حيث لا يمكنها النفاذ إلى الأسواق المالية الدولية، ولا يزال الاستثمار الأجنبي المباشر والإستثمارات في السوق المالية محدودة. جزء هام من الاستثمارات المحدودة في السوق المالية يرجع إلى درجة عالية من الضوابط على تدفقات رأس المال من الخارج، والتي تخطط الحكومة حاليا لمراجعتها.

إن اعتماد تونس المتزايد على المصادر المحلية لسد فجوة التمويل الخارجي قد يضع ضغوطا على الدينار والأسعار والنظام المصرفي المحلي

مع تراجع التمويل الخارجي، تحولت الحكومة بشكل متزايد إلى التمويل النقدي لتغطية الاحتياجات الخارجية، لا سيما من خلال استخدام احتياطات البنك المركزي من العملة الأجنبية. وفي حين أثبت كل من الدينار والاحتياطات الأجنبية صمودا حتى الآن، فإن استمرار استخدام التمويل النقدي للاحتياجات الخارجية يمكن أن يكون له آثار سلبية على استقرار العملة والأسعار.

وقد عزز آخر سداد سندات اليورو الارتفاع الأخير في أسعار السندات التونسية، مما يعكس الانخفاض الملحوظ في مخاطر التخلف عن سداد الديون الخارجية العامة إلى الأسواق الخاصة على المدى القصير. وقد أدى نضوب مصادر التمويل الخارجية إلى جانب ارتفاع الدين العام إلى تنامي دور النظام المصرفي المحلي (إلى جانب السياسة النقدية) في تمويل الديون. وفي الوقت نفسه، لا يزال الاستخدام المستدام للتمويل المحلي لتمويل الدين العام يزاحم الاستثمارات المقدمة إلى الاقتصاد.

لا يزال النقص في المنتجات الأساسية قائماً في ظل تقلص الواردات وانخفاض الإنتاج الفلاحي

ومع استمرار ضيق شروط التمويل الخارجي، لا تزال الواردات مضغوطة، لا سيما بالنسبة للمنتجات المستوردة من قبل الشركات العمومية التي تزداد مديونيتها. هذا الضغط على الواردات جنباً إلى جنب مع انخفاض الإنتاج الزراعي المحلي ترجم إلى نقص طويل الأمد في بعض المنتجات الأساسية؛ مثل الدقيق ومنتجات الألبان والسكر والأرز والبن.

تراجع التضخم عن المستويات القياسية في أوائل عام 2023، لكنه لا يزال مرتفعاً، لا سيما بالنسبة للأغذية

بدأ التضخم في الانخفاض منذ أعلى مستوياته في فبراير 2023 على خلفية انخفاض الأسعار العالمية وضعف الطلب المحلي. التضخم الآن أقل من سعر الفائدة الاسمي لأول مرة منذ يوليو 2021. ومع ذلك، لا يزال التضخم مرتفعاً، ولا سيما بالنسبة للأغذية، حيث أدى الجفاف وانخفاض الواردات إلى شح المعروضات في أسواق الأغذية المحلية. وركزت التدابير الحكومية الأخيرة لاحتواء أسعار المواد الغذائية على سلوك الإحتكار وتعزيز مراقبة الأسعار، لكن التضخم الغذائي لا يزال مرتفعاً. يظهر تحليل جديد للبنك الدولي أن معظم حلقة التضخم الأخيرة مدفوعة بارتفاع الأرباح وأسعار الواردات، مشيراً إلى الدور المهم لسياسات المنافسة والتجارة في مكافحة التضخم.

ولا تزال الميزانية تتعرض لضغوط لأن النمو المنخفض يؤثر على المدخيل الجبائية

كان عجز الميزانية مستقرًا في عام 2023 (6.7 في المائة من إجمالي الناتج المحلي) بعد زيادة متواضعة في المدخيل الجبائية المتوقعة، بسبب تباطؤ النمو الاقتصادي، والزيادة المعتدلة في النفقات العامة. وكان هذا الأخير نتاج زيادة التحويلات ودفح الفوائد، التي أدارها نمو الأجور المحتواة نسبياً وتوقف نفقات الإستثمار. ولا يزال عكس اتجاه الانخفاض في نفقات الإستثمار العمومية عن طريق إعادة توجيه النفقات الأقل إنتاجية عاملاً أساسياً لإنعاش النمو الاقتصادي.

نتوقع انتعاشاً معتدلاً للنمو في عامي 2024-25 بافتراض تخفف ظروف الجفاف، لكن التوقعات الاقتصادية لا تزال غير مؤكدة

وبعد التباطؤ الكبير في عام 2023، نتوقع انتعاشاً معتدلاً للاقتصاد بمعدل نمو قدره 2.4 في المائة في عام 2024، ونمو بنسبة 2.3 في المائة في الفترة 2025-26. وتخضع توقعات النمو هذه لمخاطر كبيرة تصل

بظروف التمويل الخارجي، وتطور الجفاف، ووتيرة الإصلاحات المالية والإصلاحات الداعمة للمنافسة. ستظل المالية العامة والحساب الخارجي في تونس غير مستقرين في غياب التمويل الخارجي الكافي. وسيطلب تمويل العجز زيادة كبيرة في التمويل الخارجي في مواجهة جدول سداد الديون الثقيل. وإذا ظلت وتيرة الإصلاحات ومستوى التمويل كافيين، فإننا نتوقع الحفاظ على النمو على المدى المتوسط إلى جانب بعض الاستقرار في الاختلالات الكلية والمالية.

من شأن تسريع عملية انتقال قطاع الطاقة إلى الطاقة المتجددة أن يساعد في معالجة التحديات المالية في تونس وتعزيز الاقتصاد

ومع تعمق التحديات المالية في تونس، يصبح هدف الحكومة المتمثل في توليد 35 في المائة من الطاقة من مصادر متجددة بحلول عام 2030 أكثر أهمية. أصبحت البلاد أكثر اعتماداً على واردات الطاقة الأحفورية، مما يقوض استدامة الحساب الجاري. وفي نهاية المطاف، قد يحد عجز الحساب الجاري وظروف التمويل في تونس من قدرتها على استيراد الطاقة التي تحتاجها لتلبية الطلب المتزايد عليها، وبالتالي خنق النشاط الاقتصادي. هذا الاعتماد على الوقود الأحفوري يؤثر بشكل كبير أيضاً على التوازن المالي نظراً لارتفاع تكاليف توليد الطاقة الأحفورية. ومن خلال زيادة الطلب على الطاقة، يؤدي الاحتباس الحراري العالمي إلى تفاقم تحديات الاعتماد على الطاقة وتقويض أمن إمدادات الطاقة.

وبالفعل، لم يعد بإمكان قطاع الطاقة في تونس الاعتماد على أنواع الوقود الأحفوري، حيث تمتلك البلاد إمكانات وافرة من الطاقة المتجددة غير المستغلة. ويمكن للطاقات المتجددة أن تقلل إلى حد كبير من تكلفة إنتاج الكهرباء، لا سيما في سياق أسعار الطاقة الدولية المرتفعة والمتقلبة. ويكتسب استغلال إمكانات تونس في مجال الطاقة المتجددة أهمية أكبر في ضوء التطورات الجارية لمشروع الربط الكهربائي بين تونس وإيطاليا. ويُظهر تقرير البنك الدولي الأخير حول المناخ والتنمية في تونس أن توليد الطاقة المتجددة مرشح للعب دور أساسي في توليد الكهرباء في تونس، حيث أنها تعتبر أرخص مصدر للطاقة. وستنتشر فوائد التوسع في إنتاج الطاقة المتجددة في جميع أنحاء الاقتصاد، مع تحقيق مكاسب كبيرة في النمو الاقتصادي في وقت مبكر بحلول عام 2030. ويقدر تقرير المناخ والتنمية في تونس الحاجة إلى استثمارات كبيرة لتحقيق هذا التحول الطاقوي الأخضر تقدر بحوالي 27 إلى 35 مليار دولار أمريكي بحلول عام 2050. ويمكن تغطية معظم هذه الاستثمارات من قبل القطاع الخاص، نظراً للميزة الكبيرة من حيث التكلفة مقارنة بالوقود الأحفوري في تونس. ومع ذلك، سيتعين وضع إطار تنظيمي مناسب لتشجيع هذه الاستثمارات. تعزيز هذا الإطار التنظيمي من شأنه أيضاً أن يسرع برنامج تونس الطموح لتطوير الطاقة المتجددة في تونس، مما يقرب البلاد من تحقيق هدفها في هذا المجال لعام 2030.

DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

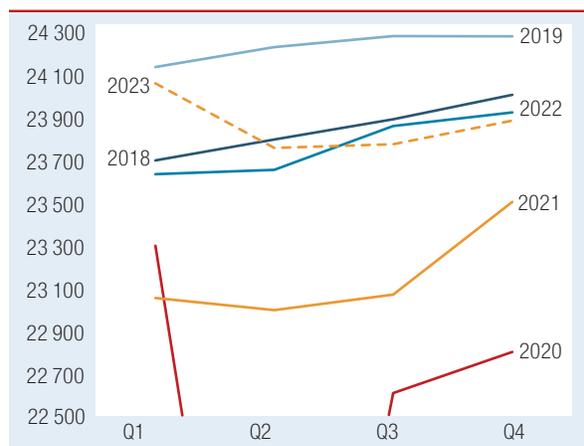
1. La reprise économique – déjà limitée – de la Tunisie s'est fortement ralentie en 2023 dans un contexte de sécheresse sévère, de conditions de financement strictes et d'un rythme de réformes peu soutenu.

La reprise économique déjà modeste de la Tunisie s'est fortement ralentie en 2023, dans un contexte de grave sécheresse, de conditions de financement strictes et d'un rythme peu soutenu de réformes. L'économie a connu une croissance de 0,4 pour cent en termes réels au cours de l'année 2023, avec une détérioration significative depuis le deuxième trimestre liée aux effets de la sécheresse (figure 1). La 4^{ème} année consécutive de précipitations inférieures à la moyenne a conduit le gouvernement à rationner la consommation d'eau depuis mars 2023. Ce choc négatif est venu aggraver une reprise difficile, marquée par un financement extérieur incertain et des obstacles réglementaires persistants à la croissance, tels que les autorisations d'accès à de nombreux secteurs, les contrôles stricts et discrétionnaires des changes et la captation réglementaire des opérateurs

historiques, qui n'ont pas encore été résolus par les réformes (voir les numéros 2022 et 2023 du Bulletin de Conjoncture Économique de Tunisie). Cette performance a creusé l'écart de croissance économique post-Covid par rapport aux pairs de la Tunisie dans la région (figure 2). En 2023, la Tunisie était le seul pays parmi ses pairs régionaux dont le PIB réel était encore inférieur au niveau d'avant la pandémie.

L'agriculture a été le principal frein du ralentissement économique de 2023, la sécheresse ayant mis en évidence la vulnérabilité d'un secteur qui doit s'adapter au changement climatique. Le manque de précipitations tout au long de l'année 2023 a aggravé les conditions de sécheresse qui prévalaient en Tunisie au cours des quatre dernières années, obligeant le gouvernement à introduire des restrictions d'irrigation depuis Mars 2023. Cela a entraîné une récolte réduite et une perte importante de production. C'est le cas par exemple du blé dur, qui constitue l'une des composantes de base de l'alimentation des Tunisiens. Les conditions arides ont précipité les pertes de production, la majeure partie de la production céréalière étant pluviale. Ainsi, la production du blé dur nationale a chuté de 61 pour cent par rapport à 2022, pour atteindre un peu plus de 22 pour cent du niveau de

FIGURE 1 • La reprise économique insaisissable de la Tunisie (PIB trimestriel, aux prix constants de 2015 TND)

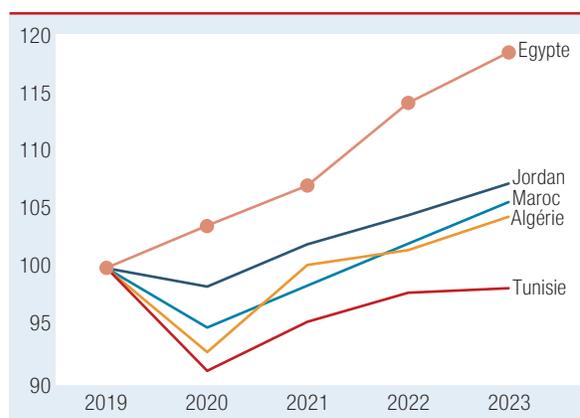


Source : Institut National de la Statistique (INS) de Tunisie.

2019.¹ En conséquence, en 2023, la valeur ajoutée agricole a chuté de 11 pour cent en termes réels, aggravant la tendance à la baisse depuis 2019 (figure 3). Si l'agriculture et l'agro-industrie avaient connu la même croissance (modeste) de 2022 (1,7 pour cent), l'économie aurait progressé de 1,8 pour cent en 2023, soit légèrement en dessous du taux de 2022 (2,6 pour cent). Alors que les conditions pluviométriques devraient encore se détériorer à l'avenir en raison du changement climatique, la Tunisie devrait agir rapidement pour assurer sa sécurité alimentaire, en renforçant la résilience de l'agriculture ainsi que du secteur de l'eau dans son ensemble. À cette fin, certaines des mesures prioritaires comprennent : la gestion de la demande en eau, la promotion de l'utilisation de solutions naturelles, l'expansion des sources d'eau non conventionnelles, l'amélioration de l'efficacité de l'irrigation, l'adoption croissante de pratiques intelligentes face au climat ainsi que le développement du financement et de l'assurance contre les risques liés aux catastrophes.²

La faiblesse de la demande intérieure et la consolidation budgétaire semblent avoir aggravé les pertes liées à la sécheresse, annulant ainsi une partie des gains réalisés sur les marchés d'exportation. La compression des salaires du secteur public — le secteur de l'administration publique n'ayant augmenté que de 0,7 pour cent en termes réels — et des investissements publics a aggravé les

FIGURE 2 • La reprise économique de la Tunisie a été lente par rapport aux pays de la région (PIB, aux prix constants ; valeur 2019=100)



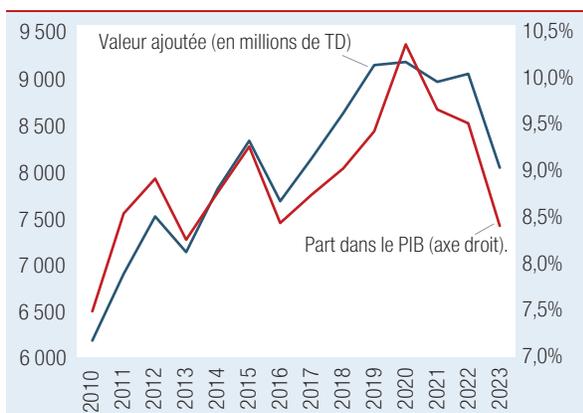
Source : Macro-Poverty Outlook, Banque Mondiale.

pertes liées à l'agriculture. Ces tendances ont probablement déprimé la demande intérieure, pénalisant particulièrement des secteurs tels que les services et matériaux de construction (-4,0 pour cent) et le commerce (-0,4 pour cent). Les premiers semblent être également été touchés par certaines pénuries de main-d'œuvre, car de nombreux travailleurs subsahariens, qui représentaient une part importante des travailleurs du secteur de la construction ont quitté la Tunisie en 2023 (voir l'édition d'automne 2023 du Bulletin de Conjoncture économique de la Tunisie). Les conditions difficiles du financement international ont aussi probablement contribué au ralentissement en affectant la capacité d'importation de l'économie, en particulier dans le secteur manufacturier, qui a diminué de 1,1 pour cent au deuxième semestre (figure 4). Ces facteurs ont renversé les gains des marchés d'exportation, notamment ceux de l'hôtellerie et de la restauration (+12,8 pour cent), qui ont bénéficié de la poursuite de la reprise du tourisme entraînant une contribution positive des services, et ceux des secteurs mécanique et électrique (+5,8 pour cent).

¹ Basé sur les données de vente provenant de l'Office des Céréales.

² Voir le rapport de la Banque mondiale (2023) sur la Tunisie : Rapport sur le changement climatique et le développement.

FIGURE 3 • La valeur ajoutée dans le secteur agricole a fortement diminué en 2023 (Valeur ajoutée agricole, millions de TND à prix constants de 2015 et part dans le PIB)

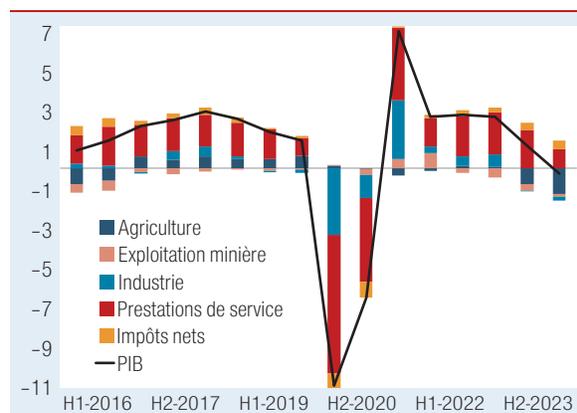


Source : INS et calculs de la Banque mondiale.

Le ralentissement de la croissance — en particulier dans les secteurs à forte intensité de main-d’œuvre — s’est traduit par une détérioration des résultats sur le marché du travail.

Alors que les secteurs à forte intensité de main-d’œuvre, et compris l’agriculture et la construction, ont été particulièrement touchés par le ralentissement de la croissance, le chômage a atteint 16,4 pour cent au quatrième trimestre 2023, contre 15,8 pour cent au trimestre précédent et 15,2 pour cent un an plus tôt. Il s’agit du troisième trimestre consécutif de hausse du taux de chômage, inversant la tendance à la baisse post-Covid (figure 5). De plus, le taux de participation au marché du travail a continué de diminuer, tendance qui avait commencé pendant la période du Covid, soulignant une croissance persistante du nombre de travailleurs découragés. Le taux moyen en 2023 (45,8 pour cent) était inférieur de 1,3 point de pourcentage à la moyenne d’avant Covid. La création nette d’emplois par rapport à l’année précédente a été par conséquent négative au second semestre 2023, avec plus de 83 000 emplois nets perdus au cours du seul quatrième trimestre (figure 6). La plupart des pertes ont concerné les travailleuses, ce qui s’ajoute à la pénalisation déjà importante que subissent les femmes sur le marché du travail, avec un chômage plus élevé (22,2 pour cent contre 13,8 pour cent au quatrième trimestre) et un taux d’acti-

FIGURE 4 • L’agriculture est à l’origine du ralentissement de la croissance en 2023 (croissance semestrielle du PIB décomposée par secteur)



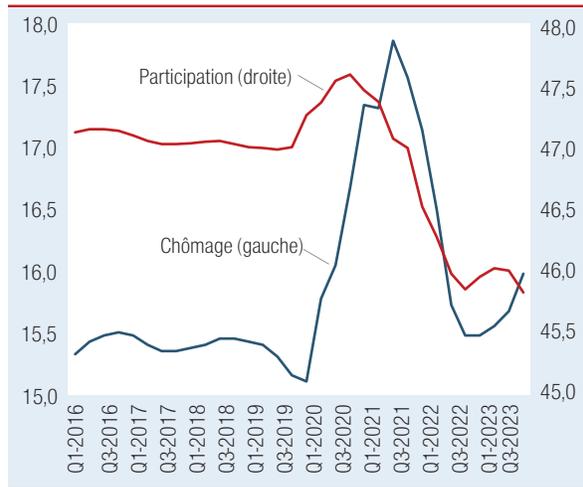
Source : INS et calculs de la Banque mondiale.

vité inférieur à celui des hommes (27,1 contre 65,1 pour cent).

2. Le ralentissement de la croissance amplifie les défis auxquels la Tunisie est confrontée pour couvrir ses besoins en financements extérieurs, qui demeurent importants malgré l’amélioration de la balance courant

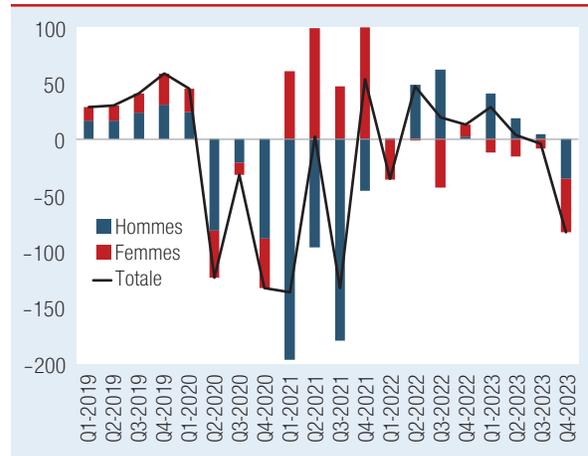
Le déficit commercial de la Tunisie s’est amélioré en 2023, stimulé par l’évolution favorable des prix internationaux. Après le choc défavorable des termes de l’échange provoqué par la guerre contre l’Ukraine en 2022, des prix mondiaux plus modérés ont contribué à réduire le déficit commercial à 17,1 milliards de TND en 2023 (10,8 pour cent du PIB de 2023), contre 25,2 milliards de TND (17,5 pour cent du PIB) en 2022 (Figure 7). Cette réduction est due à la diminution du déficit commercial des industries mécaniques et à l’excédent croissant du textile et de l’habillement, qui ont tous deux bénéficié d’augmentations significatives de leurs prix. Par exemple, les équipements électriques exportés, dont l’évolution a représenté la moitié de la croissance des

FIGURE 5 • Participation au marché du travail en baisse, chômage en hausse (en pourcentage, moyenne mobile sur 4 trimestres)



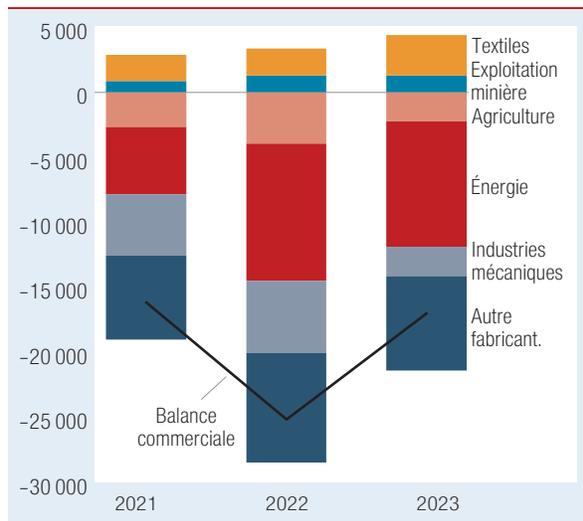
Source : calculs du personnel de la Banque mondiale sur la base des données de l'INS.

FIGURE 6 • La Tunisie a connu des pertes nettes d'emplois en 2023, en particulier chez les femmes (variation nette trimestrielle des emplois en glissement annuel, 000)



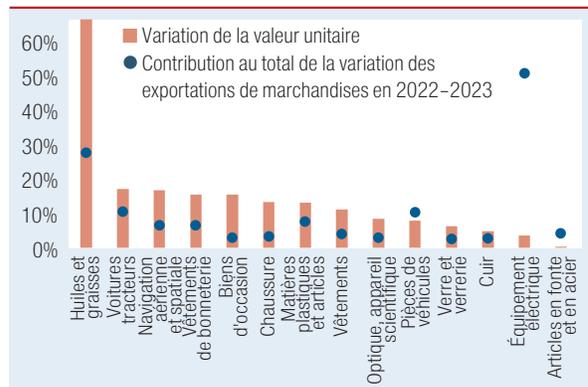
Source : calculs du personnel de la Banque mondiale sur la base des données de l'INS.

FIGURE 7 • Les industries mécaniques expliquent la réduction du déficit commercial en 2023 (Balance commerciale par secteur, millions de TND)



Source : élaboration par le personnel de la Banque mondiale basé sur les données de l'INS.

FIGURE 8 • Les principales exportations tunisiennes ont bénéficié de hausses de prix en 2023 (Changement en pourcentage de la valeur unitaire et part dans le changement des exportations totales de marchandises en 2022-2023)



Source : élaboration par le personnel de la Banque mondiale basé sur les données de l'INS.

Note : La contribution au changement des exportations en 2022-2023 des secteurs dans la figure dépasse les 100 pour cent, car certains secteurs contribuent négativement au changement des exportations.

exportations totales de marchandises, a vu sa valeur unitaire augmenter d'une année à l'autre de 3,5 pour cent et celle des articles de bonneterie dont la croissance représente 6,5 pour cent de la croissance des exportations totales) de 15 pour cent (Figure 8). La hausse des prix a été encore plus importante pour

les huiles et les graisses (+65 pour cent, représentant 27 pour cent de la croissance des exportations de biens), qui ont bénéficié de la rareté de l'offre mondiale d'huile d'olive. Malgré une réduction des quantités de 15 pour cent, les exportations tunisiennes d'huiles et de graisses ont augmenté de 40 pour cent,

contribuant à une réduction significative du déficit commercial agricole et agroindustriel (-43 pour cent).

Le déficit énergétique s'est creusé malgré des prix plus favorables, continuant de représenter l'essentiel du déficit commercial. En tant qu'importateur net d'énergie, la Tunisie a bénéficié d'une réduction des prix mondiaux de l'énergie en début de l'année 2023, vu que l'impact mondial de l'invasion russe de l'Ukraine s'est dissipé. Le prix moyen des hydrocarbures importés par la Tunisie a diminué de 14,4 pour cent en 2023 par rapport à 2022. Pourtant, les quantités importées ont augmenté de 4 pour cent à mesure que la production tunisienne de pétrole et de gaz diminuait.³ Ainsi, les importations d'énergie n'ont diminué que de 10,8 pour cent en valeur. En revanche, les exportations d'énergie ont diminué de 16,6 pour cent, tout comme la production. En conséquence, la balance commerciale énergétique s'est encore détériorée, représentant 56,6 pour cent du déficit commercial 2023. Cette part a plus que doublé depuis 2017, reflétant le retard pris dans le développement de sources d'énergie alternatives, en particulier les énergies renouvelables (voir partie B).

La réduction du déficit commercial ainsi que le rebond des exportations touristiques ont réduit le DCC en 2023. La réduction significative du déficit des marchandises s'est accompagnée de la reprise continue du tourisme, qui a bénéficié d'une saison estivale robuste. Les recettes ont augmenté de 28,1 pour cent en 2023, pour atteindre 6,9 milliards de TND, soit 4,4 pour cent du PIB contre 3,8 pour cent du PIB en 2022. Des signes de stabilisation apparaissent au début de 2024. Au 20 mars, les recettes touristiques étaient en hausse de 8,8 pour cent par rapport à la même période de l'année dernière. En 2023, la contribution du tourisme au PIB est revenue presque au niveau d'avant Covid (4,6 pour cent), tandis que le nombre total de visiteurs étrangers (8,1 millions) étaient légèrement supérieurs à ceux de 2019 (7,9 millions). Le montant des recettes touristiques est devenu presque égal au montant des envois de fonds des Tunisiens résidents à l'étranger (7,3 milliards TND ou 4,6 pour cent du PIB), qui a enregistré une augmentation plus modeste (+1,4 pour cent), mais ces fonds restent une source clé de devises pour la Tunisie. En conséquence, le déficit du compte courant

(DCC) a diminué des deux tiers, passant de 12,4 milliards TND en 2022 (8,6 pour cent du PIB) à 4,1 milliards TND (2,6 pour cent du PIB) en 2023 (figure 9).

Même si la baisse du déficit du compte courant atténue la pression sur les besoins de financement extérieur, ceux-ci restent importants, notamment en raison de l'ampleur du service de la dette. Malgré la baisse du DCC, les besoins de financement extérieur sont restés importants en 2023 (13,4 milliards TND, soit 8,4 pour cent du PIB), l'amortissement représentant 70 pour cent d'entre eux.⁴ Ces besoins devraient encore augmenter pour atteindre 16,4 milliards TND en 2024 (9,4 pour cent du PIB), dont la majeure partie (59 pour cent) est due là encore au remboursement de la dette. Satisfaire ces besoins importants continue de représenter un défi urgent pour la Tunisie, amplifiant plus encore la pression sur l'économie.

3. La dépendance croissante de la Tunisie à l'égard des sources intérieures pour combler le déficit de financement extérieur suscite des inquiétudes quant à la stabilité du dinar et des prix.

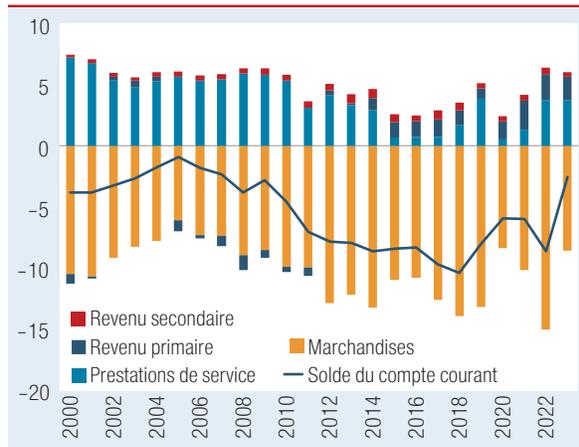
En l'absence de sources privées de capitaux, la Tunisie continue de dépendre des prêts souverains pour financer ses besoins extérieurs dans un contexte de conditions de financement restrictives. La Tunisie dépend principalement du financement souverain pour couvrir ses besoins de financement extérieur, car les autres sources de financement sont soit inaccessibles (le financement privé international)⁵, soit ne couvrent qu'une petite part des

³ Au cours des six premiers mois, la production de pétrole a diminué de 8 % tandis que celle de gaz naturel a baissé de 11 % (source : Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie (2023) Conjoncture Énergétique, juin).

⁴ Les besoins de financement extérieur sont définis comme le déficit du compte courant + le remboursement de la dette extérieure (publique + privée).

⁵ Le gouvernement tunisien n'a pas été en mesure d'émettre des obligations en devises étrangères depuis 2019, car sa notation de crédit souveraine a été systématiquement évaluée comme étant de qualité non-investissement (notamment par Moody's, Fitch Ratings et Rating and Investment Information).

FIGURE 9 • Le déficit commercial ainsi que les recettes touristiques ont contribué à réduire le déficit du compte courant (en pourcentage du PIB)

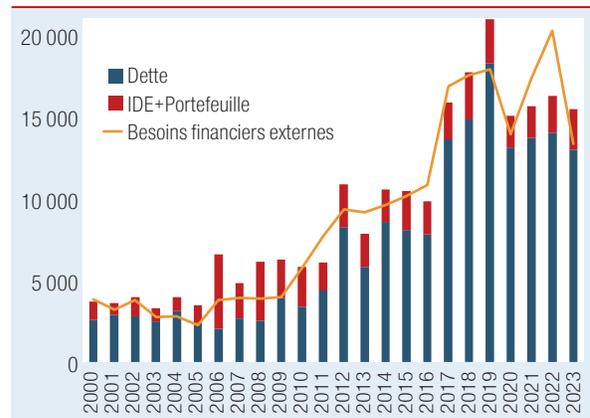


Source : Banque Centrale de Tunisie.

besoins de financement extérieur, comme c'est le cas pour les investissements directs étrangers et les investissements de portefeuille (figure 10). Le financement étranger a toutefois diminué au cours des deux dernières années. On ne s'attend pas à ce que les sources de financement souveraines puissent couvrir une part plus importante des besoins de financement extérieur en 2024 par rapport à la part qu'ils ont couvert en 2023, surtout en l'absence d'un accord de prêt du FMI.⁶

Le projet du nouveau code des changes récemment soumis par le gouvernement au Parlement pourrait remédier à certains des contrôles restrictifs des capitaux qui limitent les IDE et les flux de capitaux de portefeuille. Selon les indicateurs les plus connus, la Tunisie est une économie relativement fermée en termes de contrôle des capitaux. Par exemple, selon l'indicateur d'ouverture financière de-jure Chinn-Ito, la Tunisie était classée 116^{ème} sur un échantillon de 176 pays en 2021 en termes d'ouverture de son compte de capital⁷. Ceci est cohérent avec une étude de Fernandez et al. (2016), qui classe la Tunisie comme l'une des 5 économies fermées en termes de contrôle des capitaux sur les 26 pays à économies comparables analysées.⁸ La majeure partie des restrictions réglementaires tunisiennes sur les capitaux s'appliquent aux sorties de capitaux et remontent au code des changes initial de 1976. L'ap-

FIGURE 10 • Avec la baisse des flux d'IDE et de portefeuille, la Tunisie s'est appuyée sur les emprunts souverains pour couvrir ses besoins extérieurs (millions TND courants)



Source : Banque Centrale de Tunisie.

plication généralement lourde de ces mesures exacerbe l'incertitude sur l'accès aux devises créée par le code, contribuant ainsi à étouffer les entrées de capitaux. Le gouvernement a récemment approuvé un projet de nouveau code des changes, qui devrait être discuté par le Parlement. Cependant, à ce stade, il est difficile de prédire dans quelle mesure il sera capable de trouver le bon équilibre entre l'ouverture financière et la stabilité des comptes de capitaux et financiers.⁹

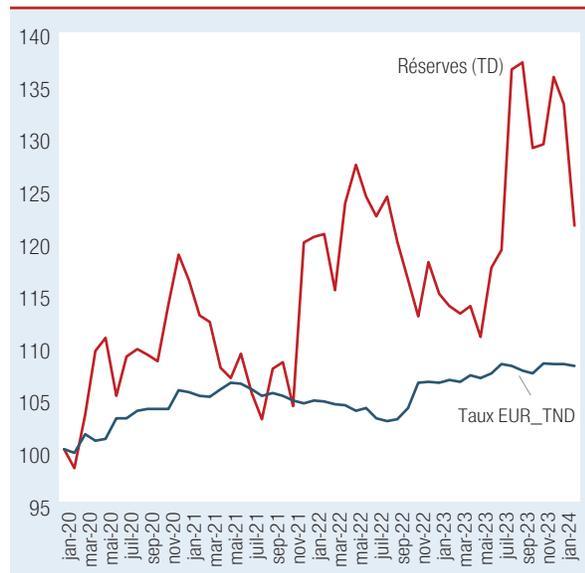
⁶ En fait, le budget de 2024 indique que 71 pour cent du soutien budgétaire externe nécessaire pour couvrir le financement externe n'a pas été identifié (contre seulement 37 pour cent dans le budget de 2023).

⁷ L'indicateur Chinn-Ito est basé sur Chinn, Menzie D. et Hiro Ito (2006). "What Matters for Financial Development? Capital Controls, Institutions, and Interactions," *Journal of Development Economics*, Volume 81, Issue 1, Pages 163–192 (Octobre).

⁸ Consultez Fernandez, Andres, Michael Klein, Alessandro Rebucci, Martin Schindler et Martin Uribe, "Capital Control Measures: A New Dataset," *IMF Economic Review* 64, 2016, 548–574.

⁹ Les mesures potentiellement importantes incluses dans le code révisé comprennent parmi autres une révision de la notion de résidence pour les investisseurs, la liberté d'ouvrir des comptes en devises étrangères pour les exportateurs et la possibilité d'ouvrir des comptes permettant des ventes sur des plateformes en ligne.

FIGURE 11 • Réserves en hausse, Dinar stable
(Réserves de change en TND et taux EUR-TND, janvier 2020 = 100)



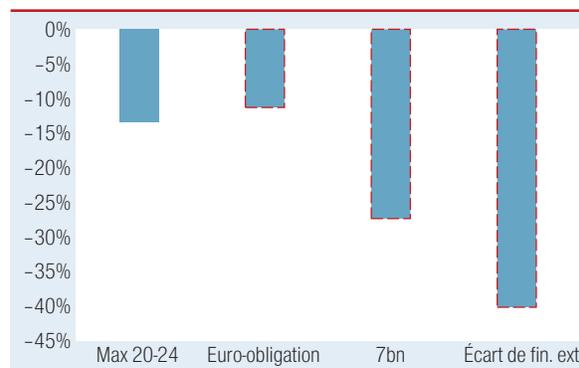
Source : Estimations de la Banque mondiale sur la base des données de la Banque Centrale de Tunisie.

Face à la diminution des financements souverains, le gouvernement s’est tourné vers le financement monétaire pour couvrir ses besoins extérieurs, notamment grâce au recours aux réserves de change.

Le gouvernement a emprunté au système bancaire national pour rembourser une euro-obligation de 500 millions d’euros en octobre dernier. En février 2024, le Parlement a approuvé une loi autorisant la BCT à financer le budget à hauteur de 7 milliards de TND (4 pour cent du PIB) en 2024, y compris en utilisant ses réserves (voir encadré 1). Le prêt a été en partie utilisé quelques semaines plus tard pour rembourser une euro-obligation de 850 millions d’euros (2,9 milliards TND), qui représente le remboursement le plus important en 2024.

Même si les réserves de change et le dinar ont jusqu’à présent fait preuve de résilience, le recours continu au financement monétaire pour répondre aux besoins extérieurs pourrait avoir des effets négatifs sur la stabilité de la monnaie et des prix. La récente utilisation des réserves pour rembourser les obligations libellées en devises a diminué leur niveau à 23,3 milliards TND (7,5 milliards US\$) à fin mars, le niveau le plus bas depuis juillet 2023, et considérablement inférieur au pic d’octobre 2023

FIGURE 12 • L’important potentiel de pertes de réserves en 2024
(% de variation des réserves de change en 2024 dans différents scénarios, par rapport à la perte maximale en 2020-24)



Source : Estimations de la Banque mondiale sur la base des données de la Banque Centrale de Tunisie.

Scénarios dans la figure 12 sur l’ampleur de la baisse possible des réserves étrangères en 2024 : Max 20-24 : la baisse maximale sur la période 2020-2024 ; Eurobond : valeur du remboursement de l’Eurobond en février 2024 ; 7bn : valeur de l’ensemble du mécanisme de la Banque Centrale (7 milliards de dinars tunisiens) ; Écart de fin. ext. : valeur du déficit de financement externe identifié dans le budget 2024.

(26,8 milliards TND, soit 8,6 milliards de dollars). Ce niveau offre encore une réserve suffisante vis-à-vis des importations (108 jours de couverture) et du remboursement de la dette extérieure à court terme, ce qui explique en partie pourquoi le dinar est resté stable face aux remboursements importants des euro-obligations (figure 11). Toutefois, le recours continu au financement monétaire pourrait éroder les réserves (figure 12), ce qui pourrait engendrer des risques pour la stabilité de la monnaie et des prix (encadré 1).

4. Le rôle croissant du financement intérieur de la dette publique accroît la pression sur le système bancaire national

Le remboursement des dernières euro-obligations a consolidé la récente hausse des prix des obligations tunisiennes, qui reflète la perception d’un risque réduit de défaut sur la dette extérieure publique envers les marchés privés. Début mars 2024, deux semaines après le remboursement de l’euro-obligation de février, les obligations tunisiennes libellées en dollars américains et arrivant

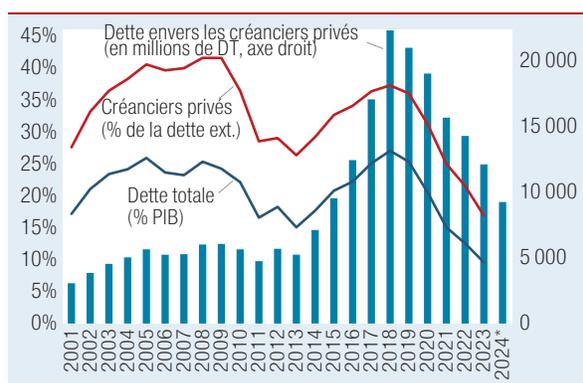
ENCADRÉ 1 : LA NOUVELLE FACILITÉ DE FINANCEMENT DE LA BANQUE CENTRALE ET SES ÉVENTUELS RISQUES MACRO-BUDGÉTAIRES

Le 6 février 2024, le Parlement tunisien a approuvé une loi autorisant la BCT à financer le budget à hauteur de 7 milliards de TND en 2024, y compris le remboursement de la dette libellée en devises. Le prêt ne porterait aucun intérêt et serait remboursable sur 10 ans avec une durée de grâce de 3 ans. Ce montant équivaut à 4 pour cent du PIB, soit un quart des besoins de financement totaux et 42 pour cent des besoins de financement extérieur budgétaire prévus par le gouvernement pour 2024.

Dans le contexte de sources de financement alternatives limitées, cette facilité pourrait financer une grande partie du déficit extérieur en 2024, soit 10,3 milliards TND selon la loi de finances 2024, ce qui pourrait présenter certains risques pour la stabilité du dinar. Les brèves périodes de pertes de réserves depuis 2020 ont été associées à une certaine dépréciation du dinar, par exemple entre mai et novembre 2022 (figure 11). Si l'intégralité du mécanisme était utilisée pour financer le service de la dette extérieure (et si les réserves n'étaient pas accumulées grâce à un financement extérieur supplémentaire), les réserves auraient diminué de 27 pour cent, soit le double de la perte maximale des réserves entre le sommet et le creux depuis 2020 (figure 12). Si la totalité du déficit de financement extérieur était couverte par les réserves, la perte aurait été de 40 pour cent, ce qui aurait ramené la couverture des importations à seulement 70 jours. La dépréciation du Dinar aurait exercé également une pression sur l'inflation, qui reste élevée (7,5 pour cent en février).

C'est la deuxième fois que le Parlement approuve une loi relatif au financement direct par la BCT, après celui de décembre 2020, lorsqu'il avait autorisé une facilité de financement de 2,8 milliards de TND pour couvrir les besoins budgétaires exceptionnels dus à la pandémie de Covid. Le recours au financement monétaire dans des circonstances non exceptionnelles pourrait réduire la discipline budgétaire. Cela établirait un régime de domination budgétaire sur la politique monétaire, réduisant ainsi l'efficacité de la BCT à contrôler l'inflation et à maintenir la stabilité financière.

FIGURE 13 • Le déclin rapide des marchés de capitaux privés dans le financement par emprunt de la Tunisie (Dette extérieure envers les créanciers privés, % de la dette totale, % de la dette extérieure et millions de TND)



Source : Estimations de la Banque mondiale à partir des données du ministère des Finances.

FIGURE 14 • La Tunisie s'appuie de plus en plus sur le financement intérieur de la dette (Dette extérieure, % de la dette totale et millions de TND)



Source : Estimations de la Banque mondiale à partir des données du ministère des Finances.

à échéance en 2025 se négociaient à 93 pour cent de leur prix d'émission. Il s'agit de leur niveau le plus élevé depuis juillet 2021, marquant un rebond de 80 pour cent par rapport à leur prix le plus bas de mai 2023. Ce bond reflète la confiance accrue dans la capacité de la Tunisie à rembourser sa dette publique extérieure aux marchés de capitaux étant donné son

niveau en baisse. La Tunisie étant incapable d'emprunter sur les marchés de capitaux internationaux depuis 2019, la part des créanciers privés dans la dette publique totale et la dette publique extérieure est la plus faible depuis des décennies (Figure 13). Le niveau des réserves de change (7,4 milliards de dollars) serait suffisant pour couvrir la dette extérieure

envers les marchés des capitaux, qui s'élevait à environ 3,0 milliards de dollars en février 2024.

Le tarissement des sources de financement externes ainsi que l'augmentation de la dette publique ont soumis le système bancaire national à une pression plus forte pour le financement de la dette. Le contexte difficile du financement extérieur s'est traduit par une croissance lente de l'encours nominal de la dette extérieure au cours des dernières années (graphique 14). Parallèlement, la dette publique a augmenté rapidement (de 66,9 pour cent à 80,2 pour cent du PIB entre 2017 et 2023), reflétant la hausse des dépenses publiques et le ralentissement de l'économie.¹⁰ En conséquence, la Tunisie a de plus en plus sollicité les marchés locaux comme source de financement, de sorte que la part de la dette extérieure dans la dette totale est passée de 73 pour cent (2018) à 57 pour cent (2023) (figure 14). Ce financement domestique a nécessité un niveau élevé de refinancement auprès des banques locales par la Banque Centrale.¹¹

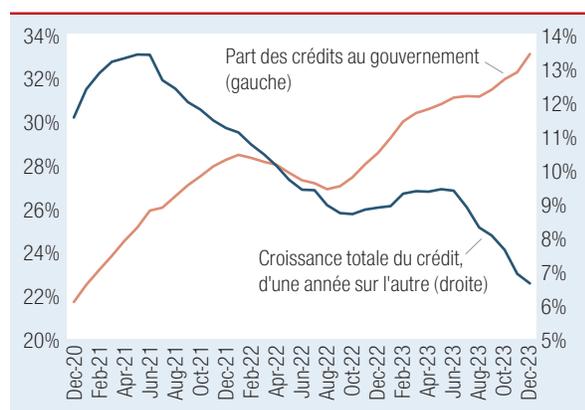
Le recours soutenu aux financements locaux pour financer la dette publique continue d'évincer le crédit à l'économie. En effet, l'injection de liquidités par le biais d'opérations de refinancement oriente les liquidités bancaires vers les prêts publics, ce qui risque d'évincer le crédit vers le reste

de l'économie. L'exposition du secteur bancaire à l'État continue de croître à un taux annuel de plus de 17 pour cent, tandis que la part des prêts à l'économie diminue avec un taux de variation de 3 pour cent. En conséquence, la part de l'administration centrale dans les créances totales du secteur bancaire est passée d'une moyenne de 14,4 pour cent en 2015 à 32 pour cent en 2023 (figure 15). Dans un contexte de croissance limitée du crédit, cette tendance a déplacé le crédit vers le reste de l'économie. Par ailleurs, cette tendance ne tient pas compte de l'éviction du crédit croissant accordé aux entreprises publiques par rapport au crédit privé (voir Bulletin de Conjoncture Économique de la Tunisie, édition automne 2023).

5. Les pénuries de produits de base persistent dans un contexte de compression des importations et de baisse de la production agricole

Alors que les conditions de financement extérieur restent serrées, les importations continuent d'être comprimées, en particulier pour les entreprises publiques (EP) de plus en plus endettées. La compression des importations est restée une stratégie importante pour parvenir à l'équilibre extérieur, compte tenu du contexte difficile du financement extérieur. C'est particulièrement le cas des entreprises publiques, car leur dette croissante empêche leur accès au crédit, notamment en devises.¹² Plusieurs

FIGURE 15 • La part des créances publiques nettes dans le total des crédits continue d'augmenter à mesure que la croissance du crédit faiblit (pourcentage d'augmentation d'une année sur l'autre, moyenne mobile sur six mois)



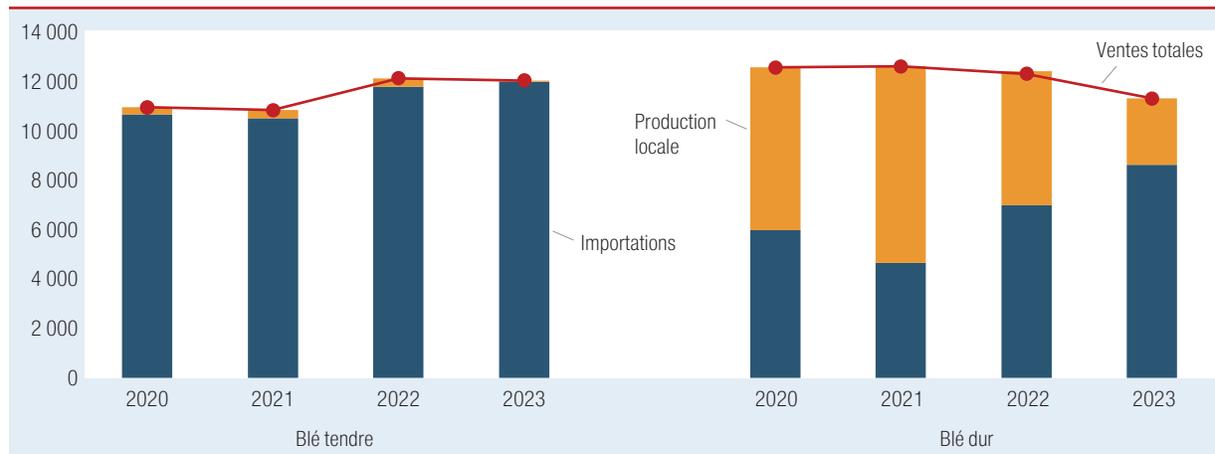
Source : Banque Centrale de Tunisie.

¹⁰ La dette mentionnée ne couvre que celle du gouvernement central et non celle des entreprises publiques, dont une grande partie est garantie par l'État, ainsi que les arriérés de paiement aux entreprises publiques et privées.

¹¹ Le refinancement consiste en ce que la Banque Centrale prête de l'argent aux banques ayant des besoins de liquidité, généralement à court terme. Ils sont réalisés à l'initiative des banques centrales (par le biais d'appels d'offres) ou des banques (facilités de prêt). Bien que le refinancement soit associé à la création monétaire, la relation n'est pas directe car elle dépend des modalités de remboursement et des échéances des prêts.

¹² La dette nette des entreprises publiques envers l'État, par exemple, est passée de 1,4 milliard de dinars tunisiens à 3,6 milliards de dinars tunisiens entre 2020 et 2022.

FIGURE 16 • Les importations de blé dur n'ont pas suffisamment augmenté pour compenser la baisse de la production nationale
(en milliers de tonnes vendues par OdC en Tunisie par source)



Source: Office des céréales.

de ces entreprises publiques détiennent le monopole de l'importation et de la distribution de produits spécifiques, comme l'Office des Céréales (OdC) pour le blé, la Pharmacie Centrale pour les médicaments, l'Office du Commerce pour le café et le sucre, la Société tunisienne d'électricité et de gaz (STEG) pour le gaz et la Société Tunisienne de l'Industrie du Raffinage (STIR) pour l'essence (voir partie B). Comme évoqué dans l'édition d'automne 2023 du Bulletin de Conjoncture Economique pour la Tunisie, le système de contrôle des prix qui régule les marchés de ces produits de base est la principale cause de l'endettement croissant des entreprises publiques et donc des pénuries actuelles.

Cette compression des importations s'est traduite par des pénuries de produits de base, exacerbées par la baisse de la production agricole nationale. Les contraintes croissantes sur les importations auxquelles sont confrontées les entreprises publiques ont touché plusieurs produits de base, notamment le café, le thé, les huiles végétales, le blé (tendre et dur), les médicaments, provoquant des pénuries répétées sur les marchés clés depuis 2022. Pour les céréales, la sécheresse ayant décimé le blé dur tunisien. Pour la 2023, l'OdC n'a pas été en mesure d'augmenter suffisamment ses importations pour compenser le déficit, malgré la baisse des prix internationaux (figure 16). En l'ab-

sence de stocks de blé suffisants, la quantité de blé dur fournie au marché a chuté de 8 pour cent en 2023 par rapport à 2022. Cela a contribué aux pénuries de produits à base de blé dur, notamment de semoule. Compte tenu de la substituabilité entre blé dur et blé tendre, le déficit semble avoir également touché les produits habituellement fabriqués à base de blé tendre, notamment la farine et ses dérivés, dont le pain.

6. L'inflation s'est atténuée par rapport aux niveaux records du début 2023, mais elle reste élevée, en particulier dans le secteur alimentaire.

L'inflation a commencé à être plus modérée depuis les sommets atteints en février 2023 en raison de la baisse des prix mondiaux et de la faiblesse de la demande intérieure. Le taux d'inflation a poursuivi sa baisse progressive depuis les niveaux records de février 2023 (10,4 pour cent), pour atteindre 7,5 pour cent en février 2024 (Figure 17). Cette baisse a été observée suite à la réduction de l'inflation sous-jacente à 6,9 pour cent en février contre 7,9 pour cent un an auparavant, qui est partie due à la faiblesse de la demande intérieure compte tenu du ralentissement

de la croissance économique.¹³ La baisse des prix internationaux a contribué ainsi à réduire la pression sur les prix intérieurs. Poussés par la baisse des prix internationaux de l'énergie, des céréales et du fer et de l'acier, les prix des importations tunisiennes de marchandises ont baissé en moyenne de 4,4 pour cent en 2023.¹⁴ Cela a permis à la Tunisie de mettre en œuvre un gel des prix des produits énergétiques, l'inflation de l'électricité et du gaz étant passée de 14,9 pour cent en février 2023 à 0,2 pour cent en février 2024.

L'inflation est inférieure au taux d'intérêt nominal pour la première fois depuis juillet 2021.

Avec une inflation en baisse, la Banque centrale (BCT) a maintenu son taux directeur inchangé à 8 pour cent depuis le début de 2023. En conséquence, les taux d'intérêt réels sont devenus positifs à partir de Janvier 2024 après plus de 2 années d'avoir été négatifs. Le défi pour les autorités reste d'éviter les pressions inflationnistes alimentées par une spirale prix-salaires. L'efficacité de cette politique dépend de mesures d'accompagnement visant à poursuivre la stabilisation macroéconomique et à adopter les réformes structurelles nécessaires pour reprendre une trajectoire de croissance durable. Le maintien d'une banque centrale forte et indépendante restera un pilier central de la recherche de la stabilité des prix.

Toutefois, l'inflation reste élevée, en particulier dans le secteur alimentaire, car la sécheresse et la compression des importations ont réduit l'offre sur les marchés alimentaires intérieurs. Malgré cette baisse, l'inflation reste bien supérieure à la moyenne de 2021-2022 (7 pour cent) et l'inflation alimentaire est particulièrement élevée (10,2 pour cent). Alors que le taux d'accroissement des prix des produits alimentaires a été historiquement supérieure à l'inflation moyenne, l'écart s'est creusé cette année à mesure que la sécheresse et la compression des importations ont réduit l'offre intérieure de produits agricoles. Cela représente un défi important, en particulier pour les ménages à faible revenu, pour lesquels l'alimentation représente une part relativement plus importante des dépenses.¹⁵

Les récentes mesures gouvernementales visant à contenir les prix des produits alimentaires se sont concentrées sur la lutte contre le monopole sur les produits et le renforcement du

contrôle des prix, mais l'inflation alimentaire reste élevée. Le gouvernement a pris plusieurs mesures depuis 2022 pour réduire l'inflation alimentaire, notamment par une nouvelle loi punissant la monopolisation et de nouvelles réglementations contrôlant les prix des denrées alimentaires et les canaux de distribution. Toutefois, ces mesures ne semblent pas avoir produit l'effet escompté, car d'autres facteurs, notamment le déficit de l'offre et des importations lié à la sécheresse et le monopole des entreprises publiques très endettées, semblent être des facteurs d'inflation plus importants jusqu'à présent.

Une nouvelle analyse montre que l'essentiel du récent épisode d'inflation est dû à la hausse des bénéfices et des prix des importations, soulignant le rôle important de la concurrence et de la politique commerciale dans la lutte contre l'inflation. L'analyse est basée sur une nouvelle décomposition de l'inflation des prix à la consommation en Tunisie en facteurs de production (travail et capital), impôts nets de subventions et en prix des importations.¹⁶ La décomposition montre qu'après la

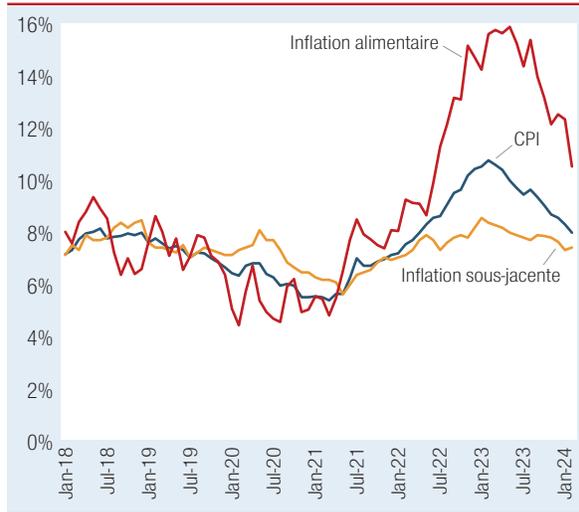
¹³ L'inflation sous-jacente est calculée en excluant les produits énergétiques et alimentaires de l'IPC.

¹⁴ Il s'agit d'une moyenne obtenue en pondérant chaque changement de prix au niveau du secteur à deux chiffres par la part correspondante dans les importations totales de marchandises tunisiennes au cours des sept premiers mois.

¹⁵ Selon l'enquête sur le budget des ménages de 2021, la part de l'alimentation dans les dépenses totales est de 35,5 % pour le quintile le plus bas de la distribution des revenus et de 27,2 % pour le quintile le plus élevé.

¹⁶ Cette décomposition est proposée par un article récent de Hansen, N.-J., Toscani, F. et J. Zhou (2023). "Euro Area Inflation after the Pandemic and Energy Shock: Import Prices, Profits and Wages", Document de travail du FMI 23/131. La décomposition nécessite quatre ensembles de données : (i) le PIB nominal et réel sectoriel ; (ii) les salaires et les profits nominaux sectoriels ; (iii) la part de la valeur ajoutée brute dans la consommation sectorielle ; (iv) les impôts sectoriels nets des subventions. Pour la Tunisie, les données pour (i) et (ii) proviennent des données du compte national de l'INS ; les données pour (iii) proviennent de l'ensemble de données de l'OCDE sur le commerce de la valeur ajoutée ; et les données pour (iv) sont extraites de diverses rondes de la matrice de comptabilité sociale de l'INS.

FIGURE 17 • L'inflation a commencé à baisser en 2023 mais elle demeure élevée (pourcentage d'augmentation d'une année sur l'autre)



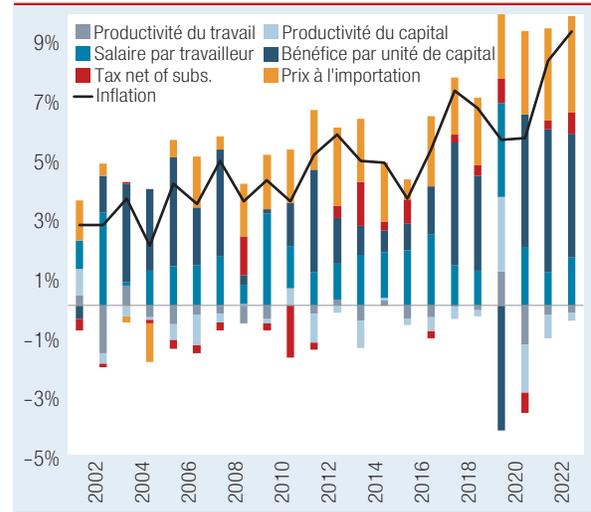
Source : Banque Centrale de Tunisie.

pandémie de Covid en 2020, les bénéfices représentaient la part la plus importante de l'inflation annuelle – 61 pour cent en moyenne (Figure 18). Les prix des importations représentaient environ 40,9 pour cent et les salaires seulement 21,9 pour cent.¹⁷ L'augmentation des bénéfices a été à l'origine d'une hausse des prix de 4,9 et 4,2 points de pourcentage respectivement en 2022 et 2023. Cela représente le double de l'effet des bénéfices dans la zone euro en 2022 estimés par Hansen et al. (2023). Ce rôle majeur des profits et des importations n'est pas nouveau au cours des deux dernières décennies (graphique 18) et suggère que les politiques visant à promouvoir une concurrence et un commerce ouverts, par exemple en réduisant les barrières à l'entrée et au commerce entre secteurs, seraient essentielles pour maintenir l'inflation à un niveau faible.

7. Le budget continue d'être sous pression car le ralentissement de la croissance affecte les recettes fiscales

Le déficit budgétaire est resté stable en 2023 (6,7 pour cent du PIB) suite à une augmentation plus modeste que prévu des recettes fiscales, frei-

FIGURE 18 • Les bénéfices sont à l'origine de la récente hausse de l'inflation (variation en points de pourcentage, en glissement annuel)

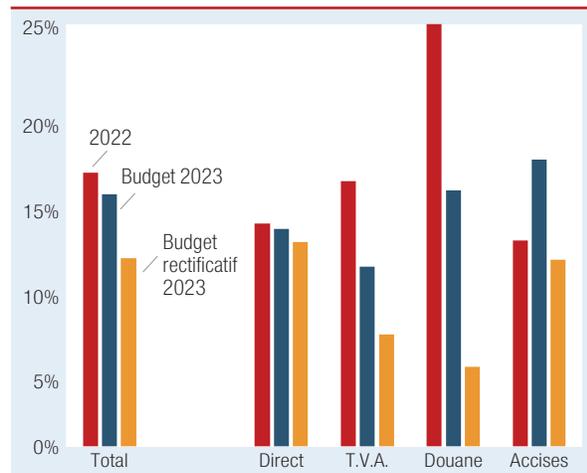


Source : Estimations de la Banque Mondiale sur la base des données de l'INS et OCDE.

nées par le ralentissement de la croissance. La loi de finances rectificative pour 2023 montre que les recettes fiscales devraient augmenter de 11,4 pour cent en 2023 par rapport à 2022. Ce chiffre est inférieur aux projections initiales de la loi de finances 2023 (15,3 pour cent) et au taux de croissance de 2022 (16,6 pour cent), mais supérieur au PIB nominal (figure 19). Les performances relativement modestes des impôts indirects, en particulier de la TVA (croissance de 6,8 pour cent) et des droits de douanes (4,8 pour cent), ont pesé sur les recettes fiscales globales. Cela est cohérent avec l'effet du ralentissement de la croissance économique, avec une baisse de la demande de consommation et d'investissements, y compris des importations. En revanche, les impôts directs ont fait preuve d'une plus grande résilience (+12,4 pour cent), car leur composante la plus importante – les impôts sur le revenu du travail – est moins sensible aux variations à court terme de la croissance.

¹⁷ Dans le même temps, la productivité (tant du travail que du capital) a légèrement augmenté, ce qui a entraîné un effet de réduction de l'inflation relativement faible. Cet effet de réduction de l'inflation explique pourquoi la somme des contributeurs positifs à l'inflation, c'est-à-dire les profits, les coûts salariaux et les prix à l'importation, est supérieure à 100 pour cent.

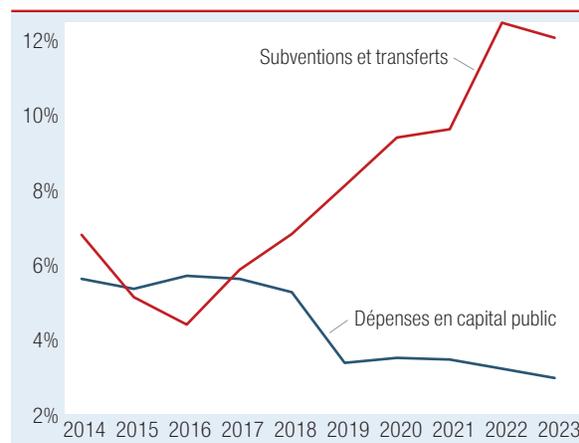
FIGURE 19 • Les recettes fiscales ont sous-performé en 2023
(Pourcentage de croissance annuelle)



Source: Estimations de la Banque mondiale sur la base des données du Ministère des Finances.

La croissance des dépenses publiques était principalement due à la hausse des transferts et des paiements d'intérêts, mais modérée par une croissance relativement contenue de la masse salariale et une stagnation des dépenses d'investissement. La masse salariale publique – le poste de dépense le plus important – a augmenté de 8 pour cent en 2023, légèrement en dessous du taux d'inflation et du PIB nominal. Bien que la Tunisie ait toujours l'une des masses salariales publiques les plus élevées au monde par rapport à la taille de son économie, elle est passée de 16,1 pour cent du PIB en 2020 à 14,4 pour cent en 2023 et de 47,0 pour cent à 40,6 pour cent des dépenses publiques totales. La baisse progressive de la masse salariale fait suite à l'accord entre le gouvernement et le syndicat UGTT en octobre 2022 et au maintien du gel des recrutements dans le secteur public. La croissance relativement modérée de la masse salariale a permis de contenir la croissance globale des dépenses (+11 pour cent) malgré l'expansion significative des transferts (+30 pour cent, passant de 4,1 pour cent à 4,8 pour cent du PIB) et des paiements d'intérêts (+25 pour cent de 3,2 à 3,7 pour cent du PIB). Les dépenses en capital ont continué de croître en dessous du taux des dépenses globales (+2 pour cent) et leur part dans le PIB a encore diminué pour atteindre 3 pour cent (contre 3,2 pour cent en 2022).

FIGURE 20 • L'évolution contrastée des deux dépenses : subventions versus dépenses en capital (Pourcentage du PIB)



Source: Estimations de la Banque mondiale sur la base des données du Ministère des Finances.

Inverser la baisse des dépenses publiques d'investissement en réorientant les dépenses récurrentes moins productives reste essentiel pour relancer la croissance économique. Face au ralentissement de la croissance économique et de la création d'emplois, les gouvernements successifs au cours de la dernière décennie ont augmenté les dépenses publiques récurrentes pour créer des emplois publics et maintenir les prix du marché des biens et services de base en dessous du recouvrement des coûts. Les dépenses en subventions (pour l'énergie et les produits alimentaires) sont passées de 2 pour cent à 7,2 pour cent du PIB entre 2016 et 2023 (figure 20). Ces mesures ont évincé les investissements publics, qui ont diminué de 6 pour cent à 3 pour cent du PIB sur la même période. Inverser cette baisse des dépenses en capital est crucial pour relancer la trajectoire de croissance de la Tunisie.

8. Nous prévoyons un rebond modéré de la croissance en 2024-25 en supposant que les conditions de sécheresse s'atténuent, mais les perspectives économiques restent incertaines.

Après le ralentissement important de 2023, nous nous attendons à un rebond modéré de

l'économie. En supposant une modération de la sécheresse actuelle et des conditions de financement légèrement plus favorables, la croissance devrait atteindre 2,4 pour cent en 2024 et 2,3 pour cent en 2025–26. Avec ce taux de croissance, le PIB réel atteindrait en 2024 son niveau d'avant Covid 19, quatre années après le début de la pandémie. Cette croissance modeste est due à des conditions difficiles liées à la pénurie d'eau, à l'incertitude autour du financement par emprunt et à la dynamique peu soutenue des réformes visant à remédier aux obstacles structurels à la croissance.

Les prévisions de croissance pour 2024–26 sont soumises à d'importants risques à la baisse. Les projections de croissance seraient encore plus basses si la Tunisie ne mettait pas en œuvre des réformes budgétaires décisives et celles favorables à la concurrence et/ou si le financement disponible ne suffisait pas à couvrir les besoins extérieurs de la Tunisie. Si ces conditions venaient à se concrétiser, il pourrait être difficile de garantir suffisamment de devises étrangères dans l'économie, ce qui pourrait entraîner des pressions sur les taux de change et les prix, avec un impact négatif sur l'activité économique et l'emploi. En outre, si les conditions de sécheresse persistaient, les projections pourraient être révisées à la baisse compte tenu de l'impact négatif sur l'agriculture et la balance commerciale.

Les finances publiques et le compte extérieur de la Tunisie resteront précaires en l'absence de financement extérieur suffisant. Le déficit budgétaire devrait diminuer quelque peu pour atteindre 6,1 pour cent du PIB en 2024. Cela est principalement dû à une baisse des subventions et de la masse salariale en termes réels et à une augmentation modérée des recettes fiscales. Le déficit du compte courant devrait rester stable à 2,4 pour cent du PIB en 2024 avec une croissance continue des exportations de voyages et des termes de l'échange stables. Avec des IDE stables et des investissements de portefeuille très bas, les prêts étrangers devraient encore assumer le financement du déficit courant.

Le financement des déficits nécessitera une augmentation significative du financement extérieur face au lourd calendrier de remboursement de la dette. Malgré la diminution des défi-

cits, les besoins bruts de financement devraient encore augmenter, pour atteindre 16,1 pour cent du PIB en 2024 (contre 13,8 pour cent en 2023), en raison d'un service de la dette extérieure important. En fait, près des deux tiers du financement devraient être des amortissements. Cela accroît également la dépendance de la Tunisie à l'égard des sources de financement extérieures, qui devraient représenter environ 57 pour cent du financement total. Les IDE étant stables et les investissements de portefeuille minimes, les prêts souverains devraient encore couvrir les besoins de financement extérieur alors que la Tunisie continue d'être coupée des marchés de capitaux internationaux.

Si le rythme des réformes et le niveau de financement sont adéquats, nous prévoyons une croissance soutenue à moyen terme ainsi qu'une certaine stabilisation des déséquilibres macroéconomiques et budgétaires. Nous prévoyons que l'économie maintiendra son rythme de croissance à 2,3 pour cent en 2025–2026. Cela impliquerait un alignement sur la trajectoire de croissance à long terme, dont l'économie s'est écartée pendant la crise du Covid-19. Nous prévoyons une légère diminution de l'inflation en raison de l'écart de production relativement important post-Covid et des légères augmentations des salaires publics suite à l'accord gouvernement-UGTT de la fin de 2022. Ces conditions, ainsi que les réformes économiques, devraient aider la Tunisie à réduire ses déficits courants et budgétaires, assouplissant ainsi les conditions de financement. Par ailleurs, la légère hausse de la croissance économique réelle devrait conduire à une baisse du taux de pauvreté en dessous des niveaux d'avant Covid d'ici 2025.¹⁸ Ces perspectives à moyen terme sont toutefois conditionnées à la poursuite d'un rythme de réformes ambitieux, à un financement suffisant et à la stabilité des prix internationaux de l'énergie, du pétrole en particulier.

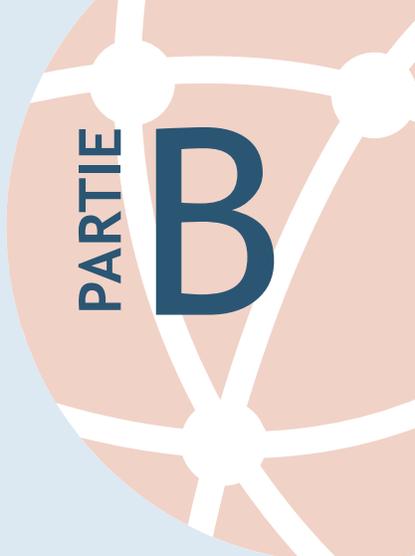
¹⁸ Cette constatation s'appliquait que l'on utilise la ligne de pauvreté des pays à revenu intermédiaire inférieur ou des pays à revenu intermédiaire supérieur (équivalant respectivement à 3,65 \$US/personne/jour et 6,85 \$US/personne/jour en termes de parité de pouvoir d'achat de 2017).

TABLEAU 1 • Principaux indicateurs macroéconomiques, 2020-26
(*variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire*)

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|-------|------|------|-------|------|------|------|
| Croissance réelle du PIB, aux prix du marché constants | -8,6 | 4,6 | 2,6 | 0,4 | 2,4 | 2,3 | 2,3 |
| Consommation privée | -2,1 | 2,4 | 2,2 | 1,4 | 2,7 | 2,9 | 3,4 |
| Consommation publique | -1,0 | 1,5 | -1,2 | 1,9 | -0,5 | -1,0 | -1,8 |
| Formation brute de capital fixe | -20,0 | 3,2 | 1,7 | -10,7 | 5,6 | 8,5 | 3,2 |
| Exportations de biens et services | -20,0 | 11,9 | 17,3 | 9,8 | 2,1 | 4,0 | 4,1 |
| Importations de biens et services | -16,6 | 10,9 | 11,5 | 6,6 | 2,7 | 5,2 | 4,6 |
| Croissance réelle du PIB, aux prix des facteurs constants | -8,5 | 4,8 | 2,5 | 0,0 | 2,4 | 2,3 | 2,3 |
| Agriculture | 0,4 | -2,3 | 1,0 | -11,0 | 5,9 | 5,0 | 5,0 |
| Industrie | -10,4 | 9,8 | 0,9 | -1,5 | -0,3 | -0,3 | 0,9 |
| Services | -9,1 | 4,1 | 3,4 | 2,4 | 2,9 | 2,9 | 2,4 |
| Inflation (Indice des Prix à la Consommation) | 5,6 | 5,7 | 8,3 | 9,3 | 7,0 | 6,0 | 5,0 |
| Solde du compte courant (% du PIB) | -6,0 | -6,0 | -8,7 | -2,7 | -2,4 | -2,3 | -2,4 |
| Réserves de change (en mois d'importations) | 5,4 | 4,0 | 4,1 | 3,9 | 3,8 | 3,7 | 3,5 |
| Solde budgétaire global du gouvernement central (% du PIB) | -8,7 | -7,6 | -6,7 | -6,4 | -5,6 | -4,6 | -3,2 |
| Solde budgétaire primaire (% du PIB) | -5,6 | -4,7 | -3,4 | -3,1 | -2,2 | -1,1 | 0,2 |
| Recettes fiscales (% du PIB) | 25,5 | 25,7 | 28,5 | 28,5 | 28,0 | 26,1 | 26,3 |
| Dépenses fiscales (% du PIB) | 34,2 | 33,3 | 35,2 | 34,9 | 33,7 | 30,9 | 29,6 |
| Besoin de financement du gouvernement central (% du PIB) | 13,3 | 10,9 | 12,7 | 13,8 | 16,1 | 15,9 | 16,3 |
| Dette du gouvernement central (% du PIB)* | 77,8 | 79,9 | 79,9 | 80,0 | 79,7 | 79,1 | 81,5 |
| Paiements d'intérêts sur la dette du gouvernement central (% du PIB) | 3,1 | 2,8 | 3,2 | 3,3 | 3,5 | 3,6 | 3,4 |

* Les chiffres pour 2020-23 sont basés sur les données gouvernementales ; 2024-26 sont basés sur les prévisions du personnel de la Banque mondiale.

ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE VERS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES



PARTIE
B

Résumé

Alors que les défis macro-budgétaires de la Tunisie s'accroissent, l'objectif du gouvernement de produire 35 pour cent d'énergie à partir de sources renouvelables d'ici 2030 devient encore plus important. Au cours des deux dernières décennies, le pays est devenu plus dépendant des importations de combustibles fossiles, ce qui compromet la viabilité du compte courant. Cette dépendance pèse également lourdement sur l'équilibre budgétaire étant donné le coût élevé des subventions énergétiques lorsque les prix internationaux du pétrole et du gaz sont élevés. En augmentant la demande d'énergie, le réchauffement climatique exacerbe les défis de la dépendance énergétique et compromet la sécurité de l'approvisionnement énergétique.

Le secteur énergétique tunisien n'est pas obligé de dépendre des combustibles fossiles car le pays dispose d'un riche potentiel d'énergies renouvelables inexploité. Les énergies renouvelables pourraient réduire considérablement le coût de la production d'électricité, en particulier dans le contexte de prix internationaux de l'énergie élevés et volatils. Une nouvelle analyse montre que la production d'énergie renouvelable pourrait jouer un rôle dominant dans la production d'électricité en Tunisie, car il s'agit de la source d'énergie la moins coûteuse. Pour réaliser ce potentiel, le gouvernement doit surmonter divers obstacles, notamment la faible performance financière du secteur énergétique et l'intégration du réseau. Les avantages de l'expansion de la production d'énergies renouvelables s'étendraient à l'ensemble de l'économie, avec des gains significatifs en termes de croissance économique dès 2030.

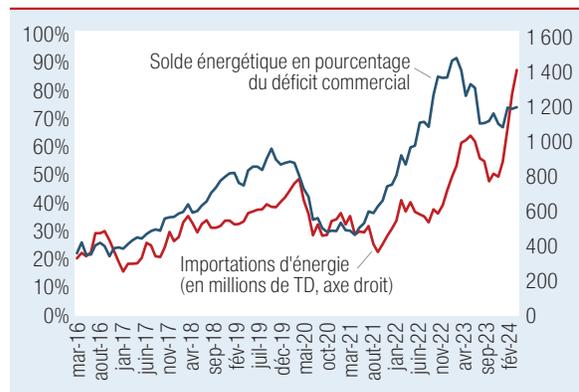
Le Rapport sur le changement climatique et le développement en Tunisie (CCDR) de la Banque mondiale estime que des investissements importants seront nécessaires pour permettre cette transition énergétique verte, à hauteur de 27 à 35 milliards de dollars américains d'ici 2050. La majeure partie de ces investissements devrait être couverte par le secteur privé étant donné l'avantage significatif en termes de coût des investissements dans les énergies vertes par rapport à l'énergie thermique et aux combustibles fossiles en Tunisie. Toutefois, des conditions adéquates devraient être mises en place pour favoriser de tels investissements et accélérer la mise en œuvre de l'ambitieux programme d'énergies renouvelables de la Tunisie vers son objectif d'énergies renouvelables pour 2030.

Alors que les défis macro-budgétaires de la Tunisie s'accroissent, l'objectif du gouvernement de produire 35 pour cent d'énergie à partir de sources renouvelables d'ici 2030 devient encore plus important. L'environnement de financement extérieur de plus en plus difficile a exercé une pression accrue sur le secteur énergétique tunisien, qui constitue l'essentiel de son déficit commercial. Quarante-vingt-dix-sept pour cent de l'électricité tunisienne est produite à partir de gaz naturel, dont plus de la moitié est importée en raison de la demande croissante et du déclin des ressources locales depuis le début des années 2000. Le rôle important des subventions énergétiques dans le déficit budgétaire de la Tunisie (22 pour cent des dépenses budgétaires en 2022-23) aggrave cette dépendance. Le développement des énergies renouvelables, qui constituent une ressource locale abondante et moins coûteuse, pourrait réduire la dépendance aux énergies fossiles importées, le déficit budgétaire et le coût de production de l'électricité. En tant que tel, l'objectif du gouvernement de 35 pour cent d'énergie provenant de sources renouvelables est crucial non seulement pour la réduction des émissions mais également pour les objectifs de développement économique.

Le pays est devenu de plus en plus dépendant des importations de combustibles fossiles, ce qui compromet la viabilité du compte courant. Cette dépendance croissante s'est traduite par une augmentation des importations d'énergie ainsi que de la part de l'énergie dans le déficit commercial (figure 21). Ce dernier est passé d'une moyenne de 15 à 20 pour cent en 2017 à 86 pour cent au cours des six derniers mois de données (septembre 2023 - février 2024). La dépendance accrue aux importations d'énergies fossiles s'illustre par l'augmentation du déficit du bilan énergétique primaire qui a atteint 4,7 Mtep en 2023 et par la dégradation du taux d'indépendance énergétique, dans la mesure où le ratio ressources énergétiques primaires/consommation primaire, s'est établi à 48 pour cent en 2023 contre 80 pour cent en 2012 et 59 pour cent en 2015.¹⁹

À terme, le déficit du compte courant de la Tunisie et les conditions de financement pourraient limiter sa capacité à importer l'énergie dont elle a besoin pour répondre à la demande

FIGURE 21 • L'énergie représente une part de plus en plus dominante du déficit commercial
(Balance commerciale énergétique en part du déficit commercial total et des importations d'énergie (millions TND), moyenne mobile semestrielle)



Source : INS.

croissante, freinant ainsi l'activité économique. Avec un important déficit structurel du compte courant et des entrées de capitaux limitées (voir partie A), la Tunisie devrait maintenir d'importants besoins de financement extérieur au cours des prochaines années. Des données récentes ont montré que financer ces besoins sans accéder aux marchés de capitaux internationaux deviendra de plus en plus difficile, limitant la capacité de la Tunisie à importer de l'énergie et d'autres intrants pour ses activités industrielles. Le récent Rapport sur le changement climatique et le développement en Tunisie (CCDR) de la Banque mondiale prévoit que les importations d'énergie de la Tunisie pourraient devoir être réduites de 3,5 pour cent par an pour préserver un niveau de réserves de change couvrant au moins deux mois d'importations. Cette contrainte d'approvisionnement énergétique affecterait considérablement la production dans tous les secteurs. Une analyse du CCDR basée sur les données de l'Enquête sur les entreprises de la Banque mondiale suggère que doubler le nombre de pannes d'électricité réduirait de 8,7 pour cent la valeur ajoutée des entreprises (manufacturières et de services) tunisiennes. Pour les ménages, cela signifierait une

¹⁹ Source : Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie.

mobilité et un confort réduits, puisque l'énergie est un intrant essentiel pour le transport, la cuisine, le chauffage et l'éclairage. Une pénurie d'énergie générerait également d'importantes pertes au niveau macroéconomique et une inflation plus élevée.

La dépendance à l'égard des combustibles fossiles importés pèse également lourdement sur l'équilibre budgétaire étant donné le taux de substitution élevé des produits énergétiques lorsque les prix internationaux du pétrole et du gaz sont élevés. Malgré quelques augmentations tarifaires ces dernières années (dernièrement en 2022), les prix de l'électricité et du gaz pour les consommateurs restent bien inférieurs aux coûts de production. Le tarif moyen de l'électricité couvre environ 62 pour cent des coûts, tandis que celui du gaz naturel ne couvre que 46 pour cent²⁰. Cet écart continue de générer des pertes importantes pour la STEG, ce qui complique sa situation financière et donc sa capacité à répondre à la demande croissante.

En augmentant la demande d'énergie, le réchauffement climatique exacerbe les défis de la dépendance énergétique et compromet la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Le réchauffement climatique entraîne une augmentation rapide de la demande d'énergie, en particulier pendant la saison estivale. La demande de pointe en électricité a atteint 4 825 MW au cours de l'été 2023, soit une augmentation de 3 pour cent par rapport à la même période en 2022, principalement en raison de l'utilisation croissante de la climatisation. Cette pointe de demande a contraint la STEG à recourir à des délestages dans certaines zones du pays, le système ne parvenant pas à couvrir intégralement la demande de pointe. La stratégie de délestage peut également perturber l'approvisionnement en eau dans certaines régions, car les stations de transfert d'eau nécessitent de l'électricité pour fonctionner. La demande accrue a également entraîné l'achat direct d'électricité et l'importation supplémentaire de gaz d'Algérie ainsi que le recours à des centrales électriques à gaz marginales, ce qui a encore augmenté le coût de l'électricité.

En fait, le secteur énergétique tunisien n'est pas obligé de dépendre des combustibles fossiles car le pays dispose d'un riche potentiel d'énergies renouvelables inexploité. Grâce à ses

ressources élevées en matière d'irradiation solaire et d'énergie éolienne, la Tunisie dispose d'un potentiel allant jusqu'à 280 GW d'énergie solaire et 90 GW d'énergie éolienne, dépassant largement la demande de pointe actuelle en électricité de 5 GW. Ce potentiel permettrait même à terme de développer les exportations d'énergie, surtout compte tenu de la situation stratégique de la Tunisie à proximité du grand marché européen.

Sur la base de cet énorme potentiel, le gouvernement s'est fixé l'objectif ambitieux de produire 35 pour cent d'électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030. Il s'agit d'une augmentation par rapport à l'objectif initial de 30 pour cent, fixé dans le cadre du plan solaire tunisien approuvé en 2014. La réalisation de l'objectif 2030 nécessiterait le développement d'une capacité de 4,8 GW d'énergies renouvelables et un investissement de 4,5 milliards de dollars.²¹ La Stratégie nationale à faible émission de carbone est encore plus ambitieuse avec un objectif de 50 pour cent d'électricité provenant d'énergies renouvelables (6 GW) d'ici 2035 et de 80 pour cent d'ici 2050. Bien qu'ambitieux, ces objectifs sont réalisables. Un modèle d'expansion de capacité développé par la Banque mondiale indique que les énergies renouvelables font partie de la solution la moins coûteuse pour répondre à la demande en croissance rapide en Tunisie, ce qui se traduira par un niveau de capacité de 12,6 GW d'ici 2040 (l'énergie éolienne représentant 70 pour cent de la capacité d'énergie renouvelable).

Pour atteindre l'objectif des énergies renouvelables, la Tunisie a mis en place un ambitieux programme de développement des énergies renouvelables basé sur des partenariats public-privé. La mise en œuvre des premiers 500 MW du programme avance après quelques retards dus à la hausse des prix et des coûts de financement suite à la crise du Covid et à la crise ukrainienne. En outre, en décembre 2022, le gouvernement a annoncé

²⁰ Source : Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie (2023), Conjoncture énergétique, Tunis : Décembre.

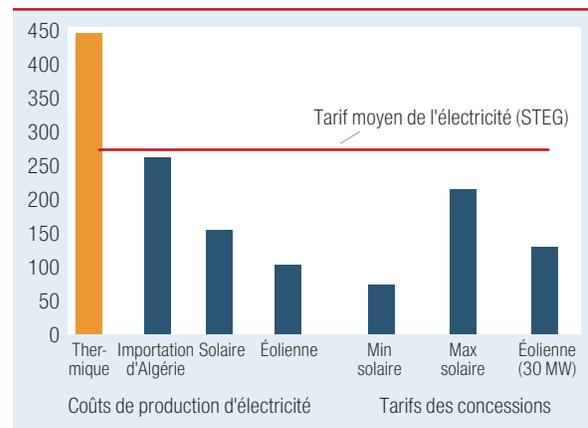
²¹ Source : Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie et PNUD (2023), Stratégie énergétique de la Tunisie à l'horizon 2035, Tunis : Avril.

des projets visant à mettre en œuvre 1 700 MW supplémentaires sur la période 2022–2025, les appels d'offres pour la première série de projets solaires étant attendus d'ici le 30 mai 2024. Ce programme global de 2 200 MW nécessiterait 2 milliards de dollars d'investissement privé. Une fois mis en œuvre, il augmentera la part des énergies renouvelables dans le mix électrique de 3 à 17 pour cent, avec des économies estimées à 1 million de tonnes d'équivalent pétrole de gaz importé et une réduction significative des coûts de production.

Les énergies renouvelables pourraient réduire considérablement le coût de la production d'électricité, en particulier dans le contexte de prix internationaux de l'énergie élevés et volatils. Le coût du gaz naturel représente plus de 70 pour cent du coût de l'électricité produite. Avec la hausse des prix du pétrole en 2022, l'électricité produite à partir du gaz naturel (dont le prix est indexé sur celui du pétrole brut) est devenue de plus en plus chère, et son coût a largement dépassé celui de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables (Figure 22). En 2022, le coût moyen du MWh produit par la STEG était de 441 TND (avec un prix à l'importation du gaz naturel de 1335 TND/TOE²²). Ce qui revient à deux tiers de plus que le tarif moyen de l'électricité et trois et quatre fois plus élevé que le coût moyen de l'électricité produite respectivement par l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Il dépasse également de loin le tarif maximal de l'électricité produite à partir de l'énergie solaire dans le régime de concession tunisien (producteurs d'électricité indépendants à grande échelle).

L'exploitation du potentiel d'énergies renouvelables de la Tunisie est encore plus importante à la lumière du développement en cours de la connexion électrique entre la Tunisie et l'Italie. Ce projet – baptisé interconnecteur Elmed – vise à créer d'ici 2028 une liaison sous-marine de 600 MW entre la Tunisie et l'Italie (Sicile), permettant l'échange bidirectionnel d'électricité entre les deux pays. Connecter le système électrique tunisien au système électrique européen plus vaste pourrait réduire la dépendance au gaz naturel et permettre le développement à grande échelle du potentiel des énergies renouvelables en augmentant la flexibilité du système élec-

FIGURE 22 • L'avantage coût des énergies renouvelables pour la production d'électricité (Coûts et tarifs : TND par MWh d'électricité en 2022)



Source : STEG, Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie.
 Note : Les importations d'Algérie désignent l'importation directe d'électricité depuis l'Algérie ; les tarifs de concession sont les tarifs maximum actuels selon la source de production d'énergie.

trique. Cela pourrait à son tour réduire le coût global de production en Tunisie, améliorant ainsi la viabilité financière du secteur et réduisant le besoin d'importations de gaz naturel. À long terme, à mesure que le pays développe son potentiel d'énergies renouvelables à grande échelle, la Tunisie pourrait devenir un exportateur net d'électricité vers l'Europe et améliorer ainsi structurellement sa balance des paiements.

Une nouvelle analyse montre que la production d'énergie renouvelable devrait jouer un rôle dominant dans la production d'électricité en Tunisie, car il s'agit de la source d'énergie la moins coûteuse. L'analyse effectuée dans le CCDD utilise un modèle d'expansion de capacité (OPTGEN) et un modèle de répartition (SDDP) pour préparer des projections de capacité de production d'électricité et de production d'électricité par type de technologie jusqu'en 2050 pour trois scénarios (décrits dans l'encadré 2). Dans tous les scénarios, on assiste à une transition massive du gaz naturel vers les énergies renouvelables, car le solaire et l'éolien font partie de la solution la moins coûteuse pour produire de l'électricité. D'ici 2050, les énergies renouvelables repré-

²² Source: Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie (2023), Conjoncture énergétique, Tunisie: Décembre.

ENCADRÉ 2 : SCÉNARIOS CCDR TUNISIE POUR LES SIMULATIONS DU SYSTÈME ÉLECTRIQUE

L'analyse du système électrique réalisée dans le contexte du RMTCC simule trois scénarios illustratifs basés sur différents types d'actions gouvernementales par rapport à un scénario de statu quo dans lequel les énergies renouvelables devraient croître au même rythme que les années précédentes.

Scénario 1 : Scénario du moindre coût. Il s'agit d'un scénario optimisé sans contrainte dans lequel le plan d'expansion de capacité est élaboré sans contrainte sur les émissions. Dans ce scénario, l'optimisation commence en 2026, avec des projets en préparation mis en œuvre entre 2023 et 2026. La demande d'électricité augmente selon une trajectoire BAU, sans efficacité énergétique supplémentaire ni décarbonation des secteurs d'utilisation finale.

Scénario 2 : Scénario vert. Dans ce scénario, des contraintes sont imposées pour décarboner le secteur électrique d'ici 2050 (les émissions nettes de CO₂ atteignent zéro). La demande en électricité est la même que dans le scénario 2.

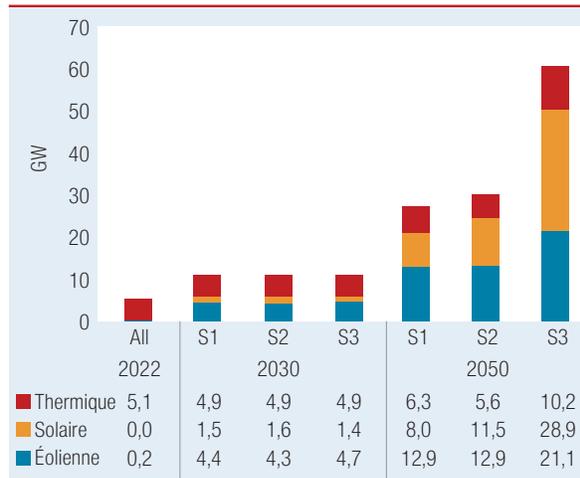
Scénario 3 : Scénario hydrogène vert et décarbonation profonde (zéro net). Ce scénario suppose une pénétration accrue de l'électricité et un déploiement de l'hydrogène vert dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie et des transports, ce qui remplace l'utilisation de combustibles fossiles. Ce scénario suppose également que le passage à l'électricité entraîne des améliorations de l'efficacité énergétique, car les équipements électriques sont généralement plus efficaces que les équipements alimentés par des combustibles fossiles. Cette amélioration de l'efficacité de l'utilisation finale compense l'augmentation de la demande d'électricité. La demande d'électricité (à l'exclusion de l'utilisation d'électricité pour la production d'hydrogène vert) devrait donc croître au même rythme que le scénario de maintien de l'équilibre, bien que la pénétration de l'électricité représente 54 % de la demande d'énergie finale en 2050 (contre 29 % dans le scénario de maintien du statu quo).

^a The scenario has been conservative in assuming only green hydrogen production for domestic use. Exports of green hydrogen could develop in the longer term if Tunisian production proves to be competitive on world markets. This possibility requires further investigation.

senteraient entre 77 et 84 pour cent de la capacité totale installée (Figure 23). Une certaine capacité de production de gaz naturel est ajoutée pour la dernière partie de la période de prévision, date à laquelle certaines centrales à gaz auront été fermées et une production supplémentaire au gaz sera probablement nécessaire pour améliorer la flexibilité du système électrique. Compte tenu de la demande d'électricité plus élevée pour la production d'hydrogène dans le scénario 3, la capacité installée est le double de celle du scénario 2. Cela favorise également l'énergie solaire photovoltaïque en raison de coûts d'investissement inférieurs et de la possibilité de déplacer la production d'hydrogène vers des heures où le soleil est disponible. Dans tous les scénarios, le gaz naturel représente une part de plus en plus faible de la production, jusqu'à moins de 2 pour cent dans le scénario 3 le plus ambitieux (figure 24). L'interconnexion Elmed pourrait dans un premier temps être utilisée pour importer de l'électricité jusqu'à ce que le potentiel des énergies renouvelables soit suffisamment développé. Vers la fin de l'horizon de prévision, la Tunisie deviendrait un exportateur net d'électricité dans tous les scénarios.

Les avantages de l'expansion de la production d'énergies renouvelables s'étendraient à l'ensemble de l'économie, avec des gains significatifs en termes de croissance économique dès 2030. La modélisation macro-économique développée pour le CCDR montre les impacts des 3 scénarios de transition vers les énergies renouvelables décrits ci-dessus. La modélisation montre que tous les scénarios conduisent à des gains économiques considérables par rapport au statu quo, l'économie devant connaître une croissance comprise entre 1,1 pour cent (scénario 1 : scénario du moindre coût) et 1,75 pour cent (scénario 3 : décarbonation profonde) d'ici 2030 (figure 25). Le scénario 3 est particulièrement bénéfique pour l'économie à court terme, car les secteurs utilisateurs finaux bénéficieront probablement de politiques de décarbonation renforcées, ce qui se traduira par une baisse des coûts énergétiques. Même si tous les secteurs en bénéficient, l'industrie et l'agriculture s'en sortent particulièrement bien compte tenu de leur plus grande dépendance énergétique par rapport aux services. La dette publique augmente dans tous les scénarios, mais pas de manière significative car la plupart

FIGURE 23 • Croissance projetée des énergies renouvelables en capacité installée... (Capacité installée en gigawatts)



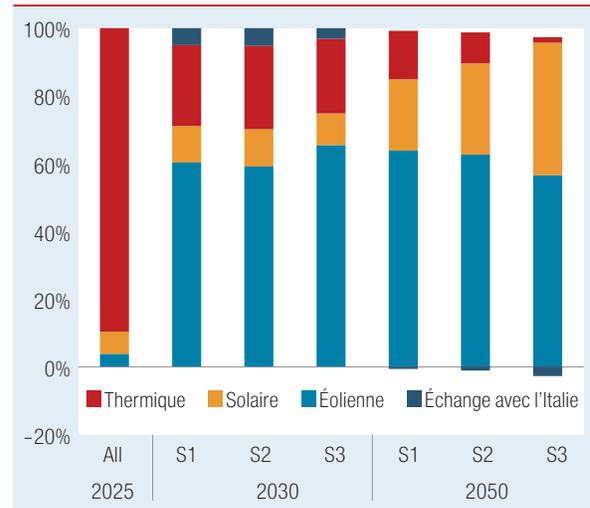
Source : Banque mondiale Tunisie CCDR.
Remarque : Voir l'encadré 2 pour une description des 3 scénarios. (2023).

des investissements de décarbonation devraient être supportés par le secteur privé.

La majeure partie des investissements importants nécessaires à la transition énergétique verte pourraient provenir du secteur privé si un cadre réglementaire adéquat est mis en place. Le CCDR estime des investissements importants dans tous les scénarios de transition énergétique verte, compris entre 11 et 12 milliards de dollars américains d'ici 2030 et allant jusqu'à 27 à 35 milliards de dollars américains d'ici 2050. Environ 60 à 65 pour cent des besoins d'investissement devraient être couverts par le secteur privé. En effet, les investissements dans la production d'énergies renouvelables sont commercialement viables étant donné l'avantage significatif en termes de coûts par rapport aux combustibles fossiles en Tunisie. Un tel développement massif des énergies renouvelables, impulsé par le secteur privé, nécessitera un environnement réglementaire et financier favorable et un système électrique très flexible.

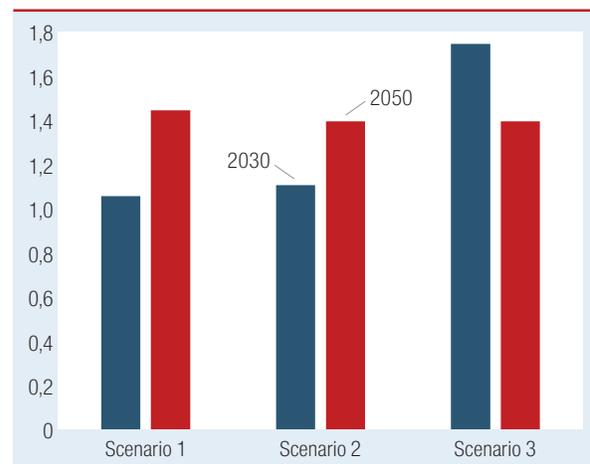
La Tunisie devrait accélérer la transition verte pour atteindre son objectif ambitieux en matière d'énergies renouvelables. Le gouvernement tunisien a commencé à entreprendre des réformes réglementaires pour améliorer les perfor-

FIGURE 24 • ... et dans la production d'électricité (Mix de production d'électricité, pourcentage)



Source : Banque mondiale Tunisie CCDR.
Remarque : Voir l'encadré 2 pour une description des 3 scénarios. (2023).

FIGURE 25 • La transition vers les énergies renouvelables devrait générer d'importants gains économiques (Variation en points de pourcentage du PIB par rapport au statu quo selon différents scénarios)



Source : Tunisie CCDR, Banque Mondiale (2023).
Remarque : Voir l'encadré 2 pour une description des 3 scénarios.

mances du secteur électrique tunisien et l'attractivité du programme d'énergies renouvelables pour les investisseurs privés. Il serait crucial d'accélérer ces efforts pour atteindre les objectifs ambitieux en

matière d'énergies renouvelables et récolter les avantages économiques qui en découlent. Cela nécessiterait diverses mesures dont (i) le renforcement de la coordination entre les différentes parties impliquées dans les projets, et le suivi de la mise en œuvre des programmes, (ii) l'accélération de la mise en œuvre des programmes en cours, ce qui est important pour la crédibilité du pays ; (iii) le renforcement de la gouver-

nance du secteur des énergies renouvelables ; (iv) La clarification le processus d'approbation et La limitation du nombre de permis requis ; (v) la simplification des procédures d'accès au foncier ; (vi) l'accélération de la mise en place d'un régulateur indépendant pour rassurer les investisseurs et garantir un accès transparent et équitable au réseau ; et (vii) la modernisation de la STEG et le rétablissement de sa viabilité financière.



LA BANQUE MONDIALE

1818 H Street, NW
Washington, DC 20433